**REPUBLIQUE DE GUINEE**

…………………………..

***Travail-Justice-Solidarité***

Enquête de perception du climat politique et des partis politiques par les populations guinéennes (EPC3P 2018)

***Rapport Final***

**INITIATION/FINANCEMENT : PNUD**



**AGENCE D’EXECUTION: STAT VIEW INTERNATIONAL**

**Septembre 2018**

**Table des matières**

LISTE DES ACRONYMES ……………………………………………………………………………………………………….…………………….3

[REMERCIEMENTS 4](file:///C%3A%5CUsers%5CINABANZA%20YUMBA%5CDesktop%5CPNUD_RAPPORT%20ET%20TRANSCRITS%5CPNUD_Rapport%20final_Perception%20sur%20le%20climat%20politique_%28EPC3P%202018%29_07092018.docx#_Toc524355742)

[CHAPITRE I: GENERALITES 5](#_Toc524355743)

[I.1. Introduction 5](#_Toc524355744)

[I.2 Contexte et Justification 6](#_Toc524355745)

[I.3 Objectifs de l’étude 7](#_Toc524355747)

[CHAPITRE II : METHODOLOGIE 8](#_Toc524355748)

[II.1 Type d’évaluation 8](#_Toc524355749)

[II.2 Groupes cibles 8](#_Toc524355750)

[II.3 Echantillonnage 8](#_Toc524355751)

[**II.3.1 Les sites** 8](#_Toc524355752)

[**II.3.2 Enquête qualitative** 8](#_Toc524355753)

[**II.3.3 Enquête quantitative** 9](#_Toc524355754)

[II.4 Organisation de l’enquête 9](#_Toc524355755)

[**II.4.1 Phase préparatoire** 10](#_Toc524355756)

[**II.4.2 Enquête proprement dite** 10](#_Toc524355757)

[II.5 Traitement des données 11](#_Toc524355758)

[**II.5.1 Enquête qualitative** 11](#_Toc524355759)

[**II.5.2 Pour l’enquête quantitative** 12](#_Toc524355760)

[II.6 Contrôle qualité 12](#_Toc524355761)

[CHAPITRE III : RESULTATS DE L’ENQUETE 13](#_Toc524355764)

[III.1 Caractéristiques sociodémographiques des répondants 13](#_Toc524355765)

[III.2 Perception sur le climat politique 13](#_Toc524355766)

[III.3 Perception sur les partis politiques 15](#_Toc524355767)

[III. 4 Perception sur la société civile 16](#_Toc524355768)

[III.5 Perception sur le rôle des Députés 17](#_Toc524355769)

[III.6 Perception du rôle de la CENI 19](#_Toc524355770)

[III.7 Perception du rôle de la justice 21](#_Toc524355771)

[III.8 Perception du dialogue social 22](#_Toc524355772)

[CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS 25](#_Toc524355773)

[ANNEXE 26](#_Toc524355774)

[Personnel de l’étude 27](#_Toc524355775)

[LES TABLEAUX 28](#_Toc524355776)

[LES OUTILS 37](#_Toc524355777)

|  |  |
| --- | --- |
|  | **LISTE DES ACRONYMES** |
| APAC | Association des Professionnels Africains de la Communication |
| CANEG | Coalition des Acteurs Non Etatiques de Guinée |
| CEDEAO | Commission Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest |
| CENI | Commission Electorale Nationale Indépendante |
| CNOSCG | Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne |
| CNTG | Confédération Nationale des Travailleurs de Guinée |
| COFFIG | Coalition des Organisations des Femmes et Filles de Guinée |
| CPRN | Commission Provisoire de Réconciliation Nationale |
| CROSCG | Conseil Régional des Organisation de la Société Civile Guinéenne |
| EPC3P | Enquête de Perception sur le Climat Politique et des Partis Politiques |
| FGD | Focus Group de Discussion |
| GRUP | Génération pour la Réconciliation, l’Unité et le Progrès |
| IA | Interview Approfondie |
| IDCAC | Indice de Confiance envers les Acteurs Constitutionnels |
| INIDH | Institution Nationale Indépendante des Droits Humains |
| IPCP | Indice de Perception du Climat Politique |
| IPPP | Indice de Perception sur les Partis Politiques |
| IPRD | Indice de Perception du Rôle des Députés |
| IPRJ | Indice de Perception sur le Rôle de la Justice |
| IPSC | Indice de Perception sur la Société Civile |
| MATD | Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation |
| PCUD | Plateforme des Citoyens Unis pour le Développement |
| PEDN | Parti de l’Espoir pour le Développement National |
| PIB | Produit Intérieur Brut |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le Développement |
| PUP | Parti de l'Unité et du Progrès |
| RPG  | Rassemblement du Peuple de Guinée |
| SVI | Stat View International |
| UFDG | Union des Forces Démocratiques de Guinée |
| UFR | Union des Forces Républicaines |
| UPR | Union Pour la République |

# REMERCIEMENTS

L’Enquête de perception du climat politique et des partis politiques par les populations guinéennes (EPC3P 2018) est une initiative du Programme des Nations Unies Pour le Développement (PNUD) qui s’inscrit dans le cadre de la promotion du dialogue et de la consolidation de la paix.

Cette enquête a été rendue possible grâce à la collaboration des Institutions Républicaines, des Autorités Politiques et Administratives à tous les niveaux, des responsables des partis politiques, des acteurs de la société civile et des médias.

Nos remerciements s’adressent notamment au Médiateur de la République, au Président de l’Institution Nationale Indépendante des Droits Humains (INIDH), aux groupes parlementaires, aux présidents des plateformes de la société civile, aux représentants des partis politiques à tous les niveaux et à tous les participants à l’enquête.

Notre profonde reconnaissance va également à l’endroit des Présidents des Délégations Spéciales de Conakry, aux Secrétaires Généraux des préfectures et communes, aux responsables des quartiers et secteurs enquêtés. La méthodologie, les outils de collecte et le rapport de l’enquête ont été améliorés grâce à la contribution des responsables du PNUD. Notre sincère reconnaissance à tout le staff de cette Institution.

Enfin, nos félicitations et encouragements s’adressent à tous les enquêteurs, animateurs, guides, analystes et rédacteurs pour la qualité du travail accompli.

# CHAPITRE I: GENERALITES

##

## I.1. Introduction

La République de Guinée est un pays côtier située en Afrique Occidentale. Elle a une superficie de 245 857 Km². Elle est limitée à l’Est par la Côte d’Ivoire, au Sud par le Liberia et la Sierra Leone, au Nord par le Sénégal et le Mali, à l’Ouest par l’Océan Atlantique et la Guinée Bissau. Sa population était estimée à 10 628 972 habitants selon le RGPH3.

La Guinée est subdivisée en quatre régions naturelles assez distinctes et homogènes du point de vue géo écologique. Le pays doit cette originalité à son milieu naturel qui se caractérise par des contrastes climatiques, des barrières montagneuses et l’orientation des reliefs qui se combinent pour donner à chaque région des particularités du point de vue climat, sols, végétation et mode de vie des populations.

Sur le plan administratif, la République de Guinée est subdivisée en sept (7) Régions dirigées chacune par des Gouverneurs de Régions et ayant sous leur tutelle des Préfectures administrées par des Préfets. La Ville de Conakry, capitale administrative et économique du Pays, a le statut particulier de Région ayant à sa tête un Gouverneur, Président du Conseil de Ville qui coiffe Cinq Maires de Communes élus. Le pays compte trente-trois (33) préfectures subdivisées chacune en sous-préfectures et quartiers urbains ou districts ruraux. Au niveau de chaque chef-lieu de Préfecture, un Conseil Communal est élu avec à sa tête un Maire

Au plan économique, le secteur minier représente une part importante des revenus intérieurs du pays. On y trouve des zones aurifères (Siguiri, Dinguiraye), diamantifères (Kérouané, Banankoro, Macenta) et des zones Bauxitiques (Fria, Kindia, Boké, Boffa, Kamsar et Sangaredi). L'or et le diamant font l'objet d'une exploitation à la fois traditionnelle et industrielle alors que la bauxite est exploitée de façon industrielle. Ces zones minières constituent des pôles d'attraction des populations actives en quête d’emplois.

Malgré ces richesses, la Guinée est classée parmi les pays les moins avancés et enregistre de faibles performances en matière d’indicateurs socio-économiques : elle arrive 15ème au classement 2018 des pays qui produisent le moins de richesses par habitant avec un produit intérieur brut par tête de 741 dollars. Le PIB de la Guinée est de 9,86 milliards de dollars.

Bien que sur le plan social, la Guinée soit considérée comme un pays stable dans la sous-région de la CEDEAO, le pays est souvent traversé par des troubles civils importants et reste politiquement fragile. La faiblesse de la gouvernance et la sous-utilisation des ressources naturelles, pourtant nombreuses et diversifiées ont abouti à faire de sa population une parmi les plus pauvres du monde.

##

## I.2 Contexte et Justification

## Considérée comme pays stable dans la sous-région, la Guinée reste politiquement fragile avec des troubles civils importants. Cette situation est caractérisée par la corruption, la faiblesse de la gouvernance, la sous-utilisation des ressources naturelles, le taux de pauvreté élevé, le manque de compétitivité de l’économie, la faible fourniture des services publics et la division de l'élite. De 2011 à nos jours, la société guinéenne connait de profondes fractures consécutives :

* aux multiples reports des échéances électorales (législatives et communales) ;
* aux nominations aux hautes fonctions n’obéissant pas nécessairement à des critères de transparence ;
* au repli identitaire ;
* au manque de confiance entre les acteurs politiques.

La fragilité du pays n’est pas liée à la cohabitation à la base, mais à l’utilisation politique du phénomène ethnique en Guinée. L’autorité de l’État est suffisamment ébranlée et les citoyens ne font pas confiance à la justice. Les forces de l’ordre sont régulièrement accusées d’utiliser des balles réelles, sans qu’il n’y ait d’enquête et de sanction. Les populations se font elles-mêmes justice. Les jeunes sont désœuvrés avec 62% des diplômés qui sont au chômage. Les jeunes et les femmes sont sous-représentés dans les instances de prises de décisions. Les partis politiques sont perçus comme des sources de conflits socio-politiques et facteurs de division ethnique (d’après 90% des guinéens selon la CPRN). Les partis politiques sont responsables de la rupture de la cohésion sociale selon 82% des guinéens (CPRN).

Le climat social reste très tendu suite à la cherté de la vie et des conditions de vie qui se détériorent de plus en plus surtout dans les quartiers et villages pauvres où l’accès aux services sociaux de base principalement l’eau, l’électricité et l’assainissement restent très limité. A cela s’ajoute le désœuvrement général des populations jeunes; ce qui permet aux hommes politiques de mobiliser avec facilité pour des manifestations de grande ampleur. A Conakry et à l’intérieur du pays, les manifestations débouchent souvent sur des heurts violents entre des groupes politiques qui, quelque fois prennent des connotations ethniques. La gestion de ces manifestations est souvent marquée par une utilisation disproportionnée de la force provoquant des violations des droits de l’Homme ainsi que des tensions additionnelles entre forces de sécurité et jeunes désœuvrés.

Le repli identitaire et la communautarisation des activités politiques ainsi que les pesanteurs socio-culturelles limitent la participation effective des femmes et des jeunes dans les débats de société. En termes de participation politique par exemple, différentes études et recherches montrent que les femmes et les jeunes sont sous-représentés dans les sphères de prise de décisions (22% et 4% respectivement au niveau de l’Assemblée Nationale). Dans la plupart des cas, ils ne sont pas présents dans les débats et décisions sur des sujets qui les concernent. Cela limite cette catégorie de population à l’accès aux opportunités d’un espace politique ouvert et sécurisé dans lequel tout citoyen peut s’intégrer et réaliser son potentiel.

L’Assemblée Nationale, les commissions parlementaires et les groupes parlementaires sont autant de cadre d’espaces existants dans lesquels le dialogue entre les entités ou partis politiques et société civile peuvent se dérouler. Les fonctions de représentation et de législateurs donnent aux députés les moyens d’intervenir tant dans la prévention des conflits que dans leur gestion. Étant en contact avec les populations qu’ils représentent, les députés sont en mesure de percevoir les signes précurseurs des conflits et d’inspirer des initiatives de médiation et de dialogue en vue d’étouffer tout germe y relatif. De même, en cas de conflit, et en tant que témoins des difficultés dont sont affectées ces populations, les députés sont également en mesure de contribuer à l’instauration d’un dialogue constructif devant mettre fin aux violences et extirper tout vecteur d’instabilité sociopolitique.

Malgré le rôle crucial de cet espace de dialogue qu’est l’Assemblée Nationale dans la prévention et gestion des conflits, les députés ne sont pas suffisamment outillés pour faire la médiation et la facilitation afin d’apaiser les tensions. Chaque fois qu’il y a eu des divergences et tensions sérieuses menaçant le pays, les leaders politiques n’ont pas toujours su se mobiliser pour trouver des solutions consensuelles. Ce qui oblige les organisations de la communauté internationale à intervenir pour que la stabilité du pays ne soit pas compromise.

Il ressort de cette analyse que si des espaces de dialogue ne sont pas développés, la paix et la stabilité seraient menacées. Par conséquent, promouvoir un dialogue permanent et inclusif favorisant une expression et un débat libres et sereins de tous les acteurs devient une nécessité.  Ce besoin de dialogue inter guinéen a été également confirmé par l’analyse des conflits de Juillet 2017 et l’une des recommandations formulées par les personnes enquêtées dans le rapport de la CPRN porte sur la création de cadres d’échanges et de dialogues (plus de 80% des enquêtés). Plus précisément, la CPRN recommande « que les acteurs politiques privilégient le dialogue comme mode de règlement des conflits ».

## I.3 Objectifs de l’étude

* Recueillir les avis/opinions des populations sur :
* le climat politique ;
* les partis politiques ;
* la problématique du dialogue et ses implications sur la vie de la Nation.
* Proposer des recommandations en vue d’améliorer le climat politique et de restaurer le dialogue politique ;
* Contribuer à anticiper et dissiper les tensions politiques et sociales de tout genre qui menacent la paix et la stabilité.

**Définition opérationnelle des concepts climat politique et parti politique dans le cadre de cette enquête.**

* ***Climat politique***

Par climat politique, on entend l’atmosphère, la situation ou le contexte politique apprécié à travers les éléments ci-après :

* la relation entre la mouvance et l’opposition ;
* la transparence du processus électoral ;
* l’instrumentalisation de l’ethnie et des jeunes à des fins politiques ;
* les discours et comportements des leaders politiques ;
* le respect des échéances électorales ;
* l’éducation civique des militants ;
* le respect des accords politiques ou syndicaux et ;
* le chômage des jeunes.
* ***Parti politique***

Un parti politique est un groupe de personnes qui partagent les mêmes intérêts, les mêmes opinions, les mêmes idées, et qui s'associent dans une organisation ayant pour objectif de se faire élire, d'exercer le pouvoir et de mettre en œuvre un projet politique ou un programme commun.

# CHAPITRE II : METHODOLOGIE

##

## II.1 Type d’évaluation

Pour la réalisation de cette enquête, deux méthodes ont été combinées, à savoir : la méthode qualitative (focus group et interviews approfondies) et la méthode quantitative (interviews individuelles par questionnaire).

## II.2 Groupes cibles

Cette enquête a touché les citoyens guinéens, hommes et femmes, âgés de 18 ans et plus vivant dans les différentes villes retenues, à savoir : Conakry, Kindia, Labé, Kankan et N’Zérékoré. Une attention particulière a été accordée à la participation d’acteurs et d’informateurs clés notamment, les Leaders des partis politiques, les Responsables des Institutions Républicaines, les Autorités politiques et Administratives, les Acteurs de la société civile, les Représentants des syndicats et les Hommes des Médias.

## II.3 Echantillonnage

###

### **II.3.1 Les sites**

Cette enquête a touché les villes de Conakry, Kindia, Labé, Kankan et Nzérékoré.

### **II.3.2 Enquête qualitative**

####  **II.3.2.1 Interviews approfondies**

Pour mieux cerner la perception du climat politique par les populations et les partis politiques en Guinée, les interviews approfondies ont été réalisées à Conakry auprès de :

* Trois (3) grands partis politiques : RPG Arc-en-ciel, UFDG, UFR ;
* Trois (3) groupes parlementaires : Majorité Présidentielle, Républicains et Libéraux Démocrates,
* Deux (2) Institutions Républicaines: Institution Nationale Indépendante des Droits Humains (INIDH), Médiateur de la République ;
* Deux (2) Ministères de la République : Ministère de l’Administration du Territoire et de la Décentralisation (MATD) et le Ministère de la Citoyenneté ;
* Quatre (4) plates-formes de la Société Civile (CNOSCG, PCUD, COFFIG et CANEG) ;
* L’Association des Professionnels Africains de la Communication (APAC) ;
* L’Ordre des Avocats.

A l’intérieur du pays, les interviews approfondies ont été effectuées à :

* Kindia : auprès des partis politiques (RPG Arc-en-ciel, UFDG, UFR) et de la préfecture ;
* Labé : auprès des partis politiques (RPG Arc-en-ciel, UFDG, UPR) et de la préfecture ;
* Kankan : auprès des partis politiques (RPG Arc-en-ciel, UFDG, PEDN) et de la préfecture ;
* Nzérékoré : auprès des partis politiques (RPG Arc-en-ciel, UFDG, GRUP) et de la préfecture.

Au total, 28 interviews approfondies ont été conduites sur l’ensemble du territoire national dont 12 à Conakry et 16 dans les autres villes à raison de 4 interviews par ville.

#### **II.3.2.2 Focus-groups**

Pour apporter des éléments explicatifs aux réponses fournies par les enquêtés, les focus-groups ont été organisés dans toutes les cinq villes retenues avec les hommes et les femmes incluant les acteurs de la société civile et les médias. A Conakry, 4 focus-groups ont été organisés dont 2 avec les conseillers communaux et chefs de quartiers et 2 avec les acteurs de la société civile et les médias. Dans chacune des autres villes, deux focus-groups ont été animés, dont un avec les hommes et un autre avec les femmes. Au total, 12 focus group ont été animés.

### **II.3.3 Enquête quantitative**

Pour mesurer la perception du climat politique et des partis politiques par les populations guinéennes, une enquête individuelle par questionnaire a été réalisée auprès des citoyens âgés de 18 ans et plus. Un questionnaire a été conçu à cet effet. Les répondants ont été sélectionnés aléatoirement dans les ménages pour participer à une interview individuelle. A Conakry, deux communes ont été retenues et dans chaque commune deux quartiers. Dans chaque quartier retenu, 50 personnes ont été interviewées, soit 200 interviews pour la ville de Conakry. Pour chacune des 4 autres villes, deux quartiers ont été retenus. Dans chaque quartier, 50 personnes ont été soumises à l’enquête dans deux secteurs différents, soit un total de 100 entretiens par ville. Comme l’indique le tableau ci-après :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Villes** | **Communes** | **Quartiers** | **Taille de l’échantillon** |
| ***Conakry*** | Kaloum | Boulbinet | 50 |
| Almamya | 50 |
| Ratoma | Koloma Soloprimo | 50 |
| Wanidara | 50 |
| ***Total*** | ***200*** |
| ***Labé*** |  | Daka 1 | 50 |
| Pounthioun | 50 |
| ***Total*** | ***100*** |
| ***Kankan*** |  | Kabada 1 | 50 |
| Missira | 50 |
| ***Total*** | ***100*** |
| ***Kindia*** |  | Tafori | 50 |
| Wondima | 50 |
| ***Total*** | ***100*** |
| ***N’Zérékoré*** |  | Dorota | 50 |
| Mohomou | 50 |
| ***Total*** | ***100*** |
| **TOTAL** | **600** |

Au total, un échantillon global de 600 répondants a été soumis au questionnaire.

## II.4 Organisation de l’enquête

La collecte des données s’est déroulée en deux phases : la phase préparatoire et celle de l’enquête proprement dite.

### **II.4.1 Phase préparatoire**

Cette phase a été consacrée à l’élaboration des outils de collecte, au recrutement et à la formation du personnel de collecte. Aussi, c’était l’occasion de préparer les formalités administratives (établissement des ordres de mission, achat de fournitures, préparation de la logistique et du matériel) et de finaliser les outils de collecte (questionnaire et guides de discussions), en tenant compte des remarques et suggestions du partenaire.

#### **II.4.1.1 Recrutement**

Les enquêteurs/animateurs ont été recrutés parmi le personnel de collecte de Stat View International (SVI) en fonction de leurs expériences dans le domaine de cette étude et des langues parlées. Pour la réalisation de l’enquête quantitative et qualitative, SVI a déployé au total 20 agents dont 14 Enquêteurs/animateurs et 4 Superviseurs.

#### **II.4.1.2 Formation**

Le personnel de collecte, à savoir les enquêteurs/animateurs et les superviseurs ont été formés par la méthode participative et interactive. Au cours de cette formation, des questions liées à l’étude, aux techniques d’enquête quantitative et qualitative ont été largement abordées. Une attention particulière a été accordée à la méthodologie, à la maîtrise du questionnaire et des guides, au respect de l’éthique et de la déontologie en matière de recherche. Pour permettre au personnel de collecte de se familiariser avec la méthodologie et les outils, on a procédé à des jeux de rôle. Pour cela, trois jours de formation théorique ont été nécessaires.

#### **II.4.1.3 Pré-test**

Le pré-test a eu lieu après la formation dans la préfecture de Coyah. Cette phase visait à évaluer les outils de collecte (questionnaire et guides), recueillir des commentaires sur le format et la complexité des questions posées et de déterminer la durée moyenne des entrevues. Toutes les équipes ont été déployées sur le terrain afin d’avoir la maitrise des outils et de la méthodologie. Chaque enquêteur/animateur a fait deux interviews par questionnaire dans les sites et celle approfondie auprès des organisations et institutions.

Les données quantitatives ont été collectées à travers les tablettes en utilisant le logiciel Kobocollect via le domaine privé de Stat View International (ona.io/svi).

### **II.4.2 Enquête proprement dite**

La collecte des données a duré 15 jours. Pendant cette période, les enquêteurs/animateurs ont identifié et visité tous les sites retenus ainsi que les organisations et institutions. Les superviseurs avaient la responsabilité de conduire et de gérer les équipes.

#### **II.4.2.1 Personnel de collecte des données**

L’équipe de Stat View International comprenait 21 personnes dont 1 Coordonnateur, 4 superviseurs, 14 enquêteurs/animateurs et 2 chauffeurs.

Les superviseurs et enquêteurs/animateurs ont été répartis en quatre (4) équipes. A Conakry, deux équipes ont été déployées. La première équipe, composée d’un superviseur et de deux animatrices, était chargée de conduire des interviews approfondies et des focus-group. La seconde avait pour mission de mener l’enquête quantitative ; celle-ci comprenait cinq (5) personnes dont 1 superviseur et 4 enquêteurs.

Les deux autres équipes, composées chacune de cinq personnes dont un superviseur et quatre enquêteurs, étaient chargées de réaliser les enquêtes qualitative et quantitative à l’intérieur du pays. La troisième équipe a couvert les villes de Kindia et de Labé et la quatrième celles de Kankan et de N’Zérékoré.

#### **II.4.2.2 Coordination**

La coordination a été conjointement assurée par Stat View International (SVI) et le représentant de PNUD désigné à cet effet. Le Coordonnateur de SVI a supervisé l’élaboration des outils de collecte, la formation des équipes de terrain, le pré-test, l’analyse des données et la rédaction du rapport. Il a veillé sur le respect du chronogramme et des termes de référence du contrat.

Le représentant de PNUD a veillé sur l’approbation des outils de l’enquête, de la méthodologie et du rapport par son institution. Il a suivi le respect des délais, facilité les paiements et servi d’interlocuteur pour SVI.

#### **II.4.2.3 Supervision**

Les superviseurs de SVI ont assuré les formalités administratives, supervisé la collecte des données, contrôlé les questionnaires remplis et les interviews approfondies, vérifié la qualité des données collectées et géré les outils et équipements de travail y compris la logistique.

#### **II.4.2.4 Enquêteurs/animateurs**

Les enquêteurs/animateurs ont identifié les sites, les organisations et institutions retenues, etc. Ils ont également identifié les enquêtés et administré le questionnaire. Ils ont vérifié les questionnaires remplis avant de quitter les ménages pour être sûr que toutes les questions ont été posées.

## II.5 Traitement des données

### **II.5.1 Enquête qualitative**

Le traitement des données qualitatives a commencé par la transcription des interviews et des focus group enregistrés sur dictaphones. La saisie des informations et l’élaboration des matrices ont pris en compte les réponses des participants sur chaque sujet abordé lors des discussions. Ces matrices ont servi de base à la synthèse, l’analyse et la rédaction du rapport.

### **II.5.2 Pour l’enquête quantitative**

Le logiciel Kobocollect a été utilisé pour la collecte des données par questionnaire. Avec ce logiciel, toutes les questions ont été renseignées. Le formulaire ou le programme de saisie a été élaboré en tenant compte de la logique du questionnaire. Kobocollect a permis de travailler plus rapidement, de suivre la collecte en ligne et éventuellement d’apporter des corrections sur le terrain avant la remontée des données. Cette méthode de travail est beaucoup plus sécurisante et fiable. La tablette a facilité l’administration du questionnaire et l’envoi sécurisé des données en ligne. La base des données Kobocollect a été téléchargée en Excel, puis convertie en fichier de données SPSS. Cette version a été utilisée pour l’analyse des données et la rédaction du rapport.

## II.6 Contrôle qualité

## Sur le terrain, les superviseurs se sont assurés du respect de la méthodologie proposée pour la sélection des ménages ainsi que de la couverture effective des sites. Ensuite, ils ont procédé à la vérification des questionnaires remplis et ont fait le contrôle de routine dans les ménages sur 10% de l’échantillon. Le Data Manager et ses assistants ont reçu et vérifié les questionnaires remplis dans les tablettes et corrigé les incohérences.

## Pour assurer la qualité des données qualitatives, les transcrits des interviews approfondies et des focus group ont fait l’objet de relecture et de correction, de vérification de la complétude et de classement par catégorie pour des fins d’analyse. Cette activité a été menée par la Direction de l’Analyse et de la Rédaction de SVI.

# CHAPITRE III : RESULTATS DE L’ENQUETE

##

## III.1 Caractéristiques sociodémographiques des répondants

Conformément à la répartition de la population guinéenne selon le sexe, 51% des 600 répondants dans les ménages sont des femmes. La moyenne d’âge des répondants est de 41 ans et 40% d’entre eux n’ont pas atteint le secondaire. Concernant leur situation matrimoniale, plus de deux tiers des répondants sont mariés ou en union (69%). La moitié d’entre eux sont des travailleurs indépendants (50%). Ils parlent principalement Poular (33%), Soussou (29%), Maninka (23%) et Kpèle (10%).

## III.2 Perception sur le climat politique

Dans le but de pouvoir apprécier l’évolution de la perception des citoyens guinéens sur le climat politique, un indice synthétique a été conçu. Il s’agit de l’Indice de Perception du Climat Politique (IPCP). Cet indice prend en compte neuf principaux déterminants du climat politique en Guinée qui ont été les plus cités par les participants à l’enquête. Ce sont notamment la relation entre la mouvance et l’opposition, la transparence du processus électoral, l’instrumentalisation de l’ethnie et des jeunes à des fins politiques, les discours et comportements des leaders politiques, le respect des échéances électorales, l’éducation civique des militants, le respect des accords politiques ou syndicaux et le chômage des jeunes. Le climat politique est perçu comme négatif chez un répondant, lorsque celui-ci déclare à la fois que les déterminants ci-après existent dans notre pays et agissent négativement sur le climat politique :

1. discorde/hostilité entre la mouvance et l’opposition ;

2. manque de transparence dans le processus électoral ;

3. instrumentalisation de l’ethnie à des fins politiques ;

4. discours et comportements qui prônent la division ;

5. multiples reports des échéances électorales ;

6. manque d’éducation civique des militants des partis politiques ;

7. instrumentalisation des jeunes à des fins politiques ;

8. non-respect des accords politiques ou syndicaux ;

9. chômage des jeunes.

Partant de ces critères, 80% des répondants ont une mauvaise perception du climat politique. Il n’y a pas de différence significative entre les répondants selon le sexe et l’âge. Par contre, il y a une forte relation entre le niveau d’instruction et l’appréciation du climat politique. En effet, 86% des répondants ayant un niveau supérieur au secondaire ont une mauvaise perception du climat politique contre 82% de ceux ayant le niveau secondaire, et 74% des personnes dont le niveau d’instruction est moins que secondaire.

Au cours de l’enquête, une liste de 32 éléments constitutifs du climat politique a été proposée aux répondants afin de leur permettre de s’exprimer sur l’influence que ceux-ci exercent sur le climat politique en Guinée. Ainsi, les discours et comportements qui prônent la division (99%), le non-respect des accords politiques ou syndicaux (99%), le chômage des jeunes (99%), la discorde/mésentente entre la mouvance et l’opposition (98%) et le manque de transparence dans le processus électoral (98%) viennent en tête comme éléments ayant une influence négative sur le climat politique. La non-application des accords politiques a aussi été décriée comme un élément déterminant du climat politique au cours des entretiens de groupes et individuels. En témoignent les déclarations ci-dessous :

**N°1, FGD, Autorités locales, Kankan:** « Mes prédécesseurs ont déjà tout dit. Pour les compléter, moi j’accuse les politiciens qui ne respectent pas les accords et le gouvernement qui se laisse faire. Ce qui entraine trop de désordre dans le pays ».

**N°3, FGD, Autorités locales, N’Zérékoré:** « Le gouvernement guinéen ne respecte pas les engagements. Vouloir respecter ses engagements, le problème d’argent va se poser. Par exemple, avec la grève des enseignants, les promesses tenues ne sont pas respectées ; ce qui ne permet pas au pays de connaitre la stabilité ».

**IA, Représentant du RPG Arc-en-ciel, Kankan : «**L’instrumentalisation de l’ethnie et des jeunes est un fait réel très souvent soutenue par les acteurs politiques en vue d’aboutir à leurs objectifs ».

**IA, Membre du Bureau Exécutif de l’UFDG, Conakry :** « … Il ne faut pas que les politiciens se servent des jeunes ; ce qui pourrait avoir des conséquences que nous avons connues ailleurs. Par exemple au Rwanda, on a vu ce qui s’est passé avec les ethnies. Dans ce pays, il y a le génocide qui a eu des conséquences incalculables. Ce genre d’exemples est légion à travers le monde… »

Au cours des Interviews approfondies et des focus groups, les participants ont beaucoup insisté sur l’influence négative de l’ingérence des Coordinations régionales dans les nominations à de hautes fonctions dans l’administration. Comme le témoignent les déclarations ci-après :

**N°1, FGD, Femmes, Kindia :** « Je dirai que c’est une très mauvaise pratique. Les coordinations ne doivent pas se mêler des nominations ; ce n’est pas leur domaine ; elles n’en ont pas le droit ».

**IA, Représentant du PEDN, Kankan :** « L’exemple le plus récent est celui d’Oyé GUILAVOGUI du Ministère de l’Environnement et de Roger Patrick MILLIMONO du Ministère de l’Elevage. Les coordinations se sont impliquées en faveur des nouveaux promus. D’abord, Oyé Guilavogui a rejeté le poste de Ministre de l’Elevage. Il a été appuyé dans sa démarche par la communauté Toma de Macenta. Monsieur Patrick Millimono, promu Ministre à l’Elevage, à la place d’Oyé Guilavogui, a lui aussi subi la pression de la communauté Kissi de refuser le poste que Monsieur Oyé a rejeté. Ce genre de comportement affecte négativement le climat politique ».

Considérant le sexe, les hommes ont décrié à l’unanimité le non-respect des accords politiques ou syndicaux (100%), il en est de même du chômage des jeunes par les femmes (100%). Les avis divergent cependant selon le niveau d’instruction. Le chômage des jeunes (99%) et les discours et comportements qui prônent la division (99%) sont les phénomènes les plus dénoncés par les répondants n’ayant pas atteint le secondaire. Les participants à cette enquête du niveau secondaire désapprouvent le non-respect des accords politiques ou syndicaux (99%) et la discorde/mésentente entre la mouvance et l’opposition (99%). Le non-respect des accords politiques ou syndicaux (100%) est l’élément constitutif du climat politique le plus décrié par les enquêtés du niveau plus que secondaire.

Quel que soit le groupe d’âge considéré, le non-respect des accords politiques ou syndicaux (99%) est le facteur le plus cité. Les adultes fustigent aussi le chômage des jeunes (99%) et les discours et comportements qui prônent la division (99%). Toutefois, 46% des répondants trouvent que le recours aux religieux pour régler des différends politiques a un impact positif sur le climat politique. Cette opinion est plus soutenue par les jeunes (51%) contre 42% chez les adultes.

Pour plus de détails, ***conférer le tableau 2, en annexes***

## III.3 Perception sur les partis politiques

Tout comme pour le climat politique, un indice de perception sur les partis politiques a été conçu. Ce qui permettra de mesurer dans le temps l’évolution de la perception des citoyens guinéens sur les partis politiques de façon objective. Il s’agit de l’Indice de Perception sur les Partis Politiques (IPPP). Cet indice comprend cinq déterminants.

Ainsi, les répondants sont considérés comme ayant une perception négative sur les partis politiques lorsqu’ils déclarent à la fois que les partis politiques sont sources de conflits sociopolitiques, la démocratie et la bonne gouvernance manquent au sein des partis politiques, les partis politiques sont à base ethnique, il n’y a pas de transparence dans les nominations et désignations des représentants auprès des institutions et que les avis des jeunes et des femmes ne sont pas pris en compte dans les instances de prise de décision au sein des partis politiques. En se référant à ces critères, les partis politiques sont mal perçus par la majorité des répondants (55%). Il y a une différence de perception selon le sexe. En effet, 57% des hommes ont une mauvaise perception des partis politiques contre 52% des femmes. La plus faible proportion des personnes ayant une mauvaise perception des partis politiques a été enregistrée chez les répondants n’ayant pas atteints le secondaire (47%). ***Conférer graphique 3***. Toutefois, on ne note pas de différence significative selon l’âge.

En outre, la perception des répondants sur les partis politiques a été également sollicitée à travers une liste de 13 déclarations qui leur a été soumises. Il leur a été demandé de se prononcer si chacune des déclarations reflète leur point de vue ou pas. L’analyse des résultats montre que la grande majorité des participants à cette enquête partagent l’opinion selon laquelle les partis politiques sont à base ethnique (88%) ; les avis des jeunes et des femmes ne sont pas pris en compte dans les instances de prise de décision au sein des partis politiques (86%) ; il n’y a pas de transparence dans les nominations et désignation des représentants auprès des institutions (84%) et les partis politiques sont sources de conflits sociopolitiques (82%). En tenant compte du niveau d’instruction, les répondants du niveau moins que secondaire, dans leur grande majorité sont d’avis que les partis politiques sont à base ethnique (88%). Quant à ceux qui ont le niveau secondaire, les déclarations illustrant leur opinion sont celles selon lesquelles les partis politiques sont à base ethnique (89%) et que les avis des jeunes et des femmes ne sont pas pris en compte dans les instances de prise de décision au sein des partis politiques (89%). Et le manque de transparence dans les nominations et désignation des représentants auprès des institutions (88%) est l’élément le plus cité par les répondants du niveau plus que secondaire.

Plus de trois quarts des répondants ont déclaré que les partis politiques sont des organisations n’œuvrant pas pour l’éducation civique et citoyenne (81%) ; ils ne sont pas des acteurs de paix et de cohésion sociale (80%) et ne travaillent pas pour le développement du pays (77%).

Pour plus de détails, ***conférer graphique 4 ci-dessous et le tableau n°3, en annexe.***

## III. 4 Perception sur la société civile

L’Indice de Perception de la Société Civile (IPSC) permet d’apprécier l’évolution de la perception des citoyens sur la société civile. Cet indice est basé sur les principaux rôles attendus de la société civile. En effet, la société civile doit jouer son rôle de porte-voix des sans voix et d’acteur dans le contrôle de l’action gouvernementale.

Les répondants sont considérés comme ayant une mauvaise perception de la société civile lorsqu’ils déclarent être en désaccord à la fois avec les déclarations selon lesquelles la société civile joue son rôle de porte-voix des sans voix et la société civile joue son rôle d’acteur dans le contrôle de l’action gouvernementale. En faisant allusion à ces critères, les résultats montrent que la société civile est mal perçue par 47% des participants à cette enquête. Il y a une forte relation entre le niveau d’instruction et la perception sur la société civile. La proportion la plus élevée est enregistrée chez les répondants du niveau supérieur au secondaire (61%), ensuite ceux du niveau secondaire (47%) et les personnes n’ayant pas atteint le secondaire (37%). ***Conférer graphique 5***. Toutefois, il n’existe pas de différence significative de perception des répondants selon le sexe et l’âge.

Afin de recueillir la perception des participants à cette enquête sur la société civile, 13 déclarations ont été soumises à leur appréciation. Plus de 80% des répondants ont indiqué que certains hommes de médias manquent de professionnalisme, d’éthique et de déontologie. En outre, ils ont déclaré que les réseaux sociaux incitent à la violence et à la haine (81%) et les centrales syndicales sont politisées (81%). De même, plus de la moitié des répondants ont indiqué que la société civile ne joue pas son rôle d’acteur dans le contrôle de l’action gouvernementale (58%) ou de porte-voix des sans voix (53%).

Pour plus des détails, ***conférer le tableau 3, en annexe.***

## III.5 Perception sur le rôle des Députés

Afin d’apprécier l’évolution de la perception des citoyens guinéens sur le rôle des Députés, un indice a été élaboré qui tient compte de trois déterminants, à savoir le contrôle de l’action gouvernementale, la résolution des préoccupations de leurs électeurs et l’apaisement du climat socio politique par la promotion du dialogue. Cet indice est appelé Indice de Perception du Rôle des Députés (IPRD). Les répondants sont considérés comme ayant une mauvaise perception des députés, lorsqu’ils déclarent être en désaccord à la fois avec les déclarations selon lesquelles les Députés accomplissent leurs rôles de contrôle de l’action gouvernementale, de résolution des préoccupations de leurs électeurs et de l’apaisement du climat socio politique par la promotion du dialogue. En se basant sur ces critères, 60% des participants à cette enquête ont une mauvaise perception sur les rôles des Députés. Il y a un lien entre la perception sur les rôles des députés et le niveau d’instruction des répondants. En effet, la proportion la plus élevée est enregistrée chez les répondants de niveau plus que secondaire (70%) ; ensuite ceux du niveau secondaire (57%) et enfin, des personnes du niveau inférieur au secondaire (54%), ***conférer graphique 6***. Il n’y a pas de différence significative entre la perception des répondants selon le sexe et l’âge. Plus de trois quarts des répondants ne partagent pas les avis selon lesquels les députés résolvent les préoccupations de leurs électeurs (78%) et les contentieux post électoraux (78%).

Toutefois, un quart des répondants sont d’accord que les Députés votent des lois favorables à l’amélioration des conditions de vie des citoyens (25%). En attestent les déclarations suivantes :

**Président d’APAC :** « … Le parlement guinéen ne s’est pas inscrit dans la logique de promotion du dialogue social, de vérité et de réconciliation. L’Assemblée Nationale est dans une posture de faire l’avocat du pouvoir exécutif. Elle ne joue pas le rôle d’apaisement du climat social. Un autre fait marquant, avec les mouvements sociaux (grève des enseignants) qui ont couté la vie à des gens mais jamais l’Assemblée Nationale ne s’est pas sentie concernée ; ne serait-ce que convoquer le Ministre pour l’écouter. »

**IA, Représentant du RPG Arc-en-ciel, Kankan :** « Les Députés sont des élus et l’émanation du peuple. En résumé, ce sont des représentants du peuple, car ils doivent exclusivement défendre les intérêts du peuple et voter les lois. Ils doivent être à l’écoute du peuple afin de connaitre leurs inquiétudes et problèmes en vue de les défendre. Malheureusement, on constate que chacun défend plutôt son intérêt personnel au détriment de l’intérêt du peuple. »

**IA, Représentant du PEDN, Kankan :** « Les Députés ont pour rôle de voter les lois et de contrôler l’action gouvernementale. Les Députés de Kankan, élus sur la liste nationale ou à l’uninominal, ne sont pas vus sur le terrain pour partager les préoccupations des citoyens. Normalement, lorsque les Députés sont en vacances, ils doivent se rendre à la base pour recenser les problèmes de leurs communautés pour qu’à l’ouverture des sessions, ils les exposent durant les débats. Par exemple, le Président de l’Assemblée Nationale et son équipe n’ont rien dit au sujet du problème lié à l’augmentation du prix du carburant à la pompe. Mais lorsqu’il a été question de voter la loi sur la CENI, ils ont tous levé les doigts, parce que cela les arrange. A mon avis, les Députés ne font pas assez… »

**IA, Représentant de l’UFDG, Labé** : « L’Assemblée Nationale a été absente dans le débat politique et autre. En principe, en tant que porte-parole du peuple, elle doit être l’interface entre les gouvernants et les gouvernés. Le principe de recevabilité et de redevabilité n’est pas encore effectif, sinon, certaines questions du peuple doivent être répondues par l’Assemblée. Dans les conditions normales, qu’on soit Député de la mouvance, de l’opposition ou du centre, une fois élu par le peuple, on doit défendre les intérêts du peuple et non ceux de son parti. »

**N°2, FGD, Organisation de la Société Civile et Médias, N’Zérékoré :** « Par rapport aux Députés, c’est une déception totale, parce que le peuple vote pour ses représentants avec l’espoir que leurs intérêts seront pris en compte. Malheureusement, dès que les Députés sont élus, ils restent tous à Conakry ; on ne les voit pas sur le terrain. Pourtant, un Député doit avoir un bureau dans sa circonscription électorale afin qu’il soit à l’écoute de ses mandants. Ainsi, après chaque session parlementaire, le Député se doit de revenir à la base pour un compte rendu. »

**N3, FGD, Organisation de la Société Civile et Médias, N’Zérékoré :** « Les Députés sont des élus du peuple. Ce qui me fait mal, c’est de savoir qu’ils ont demandé un salaire et des faveurs pour leur famille. C’est une chose à laquelle je ne m’attendais pas. Aussi, dans le cadre de l’éducation civique des citoyens, je ne connais pas le rôle qu’un Député a joué dans ce domaine ; ils sont tous assis à Conakry et ne font rien pour la population. »

**IA, Représentant du parti, GRUP, N’Zérékoré :** « …L’Assemblée Nationale qui a été installée en 2014, n’a pas joué son rôle dans l’instauration du dialogue socio-politique. Les Députés doivent défendre le peuple, voter les lois et non défendre uniquement leur parti politique. La défense de l’intérêt du parti politique a eu pour conséquence la non-installation des conseils communaux et des chefs de quartiers. L’Assemblée vient d’adopter une loi sur la CENI, mais beaucoup de partis politiques pensent que cette loi est discriminatoire dans les critères de choix. »

## III.6 Perception du rôle de la CENI

Il a été demandé aux répondants s’il faut doter la Guinée d’une CENI technique indépendamment des partis politiques et de l’administration publique ou de maintenir sa composition actuelle. Selon les résultats, 79% des répondants préfèrent une CENI technique contre 12% pour une CENI politique.

En considérant le niveau d’instruction, le pourcentage des répondants estimant que la CENI doit être technique augmente selon le niveau d’instruction : 71% pour ceux qui ont le niveau moins que secondaire, 79% pour ceux du niveau secondaire et 89% pour ceux du niveau plus que secondaire, ***conférer graphique 8.***

En plus, quatre déclarations relatives à la CENI ont été soumises à l’attention des répondants pour recueillir leur perception sur cette institution. Plus de trois quarts des répondants ont déclaré que la CENI n’a pas fait preuve de professionnalisme lors des élections communales (82%) et qu’elle n’est pas indépendante (80%), ***conférer graphique 9.***

Justement, selon les participants aux enquêtes qualitatives, la CENI n’est pas indépendante à cause de l’ingérence de l’Administration dans le processus électoral, comme l’attestent les déclarations ci-après :

**IA, Bâtonnier de l’Ordre National des Avocats de Guinée, Conakry** : « …Il y a également l’ingérence de l’administration dans le processus électoral. Aujourd’hui, force est de reconnaitre que le principe de neutralité de l’administration est un principe vide de sens parce que nous constatons qu’à chaque fois qu’il y’a une compétition électorale, toute l’administration se mobilise pour battre campagne au profit du parti au pouvoir. Cela a toujours été ainsi depuis le temps du Parti de l’Unité et du Progrès (PUP) de l’ancien Président Lansana CONTE jusqu’à maintenant. C’est dire que ce n’est pas un fait nouveau. Je pense que c’est un facteur à prendre en compte ».

**IA, Représentant de l’UFR, Conakry :** « Parmi les éléments déterminants de l’état du climat politique en Guinée que vous venez de citer, il y a l’ingérence de l’administration dans le processus électoral. En fait, l’administration influence le choix des populations à la base à travers les Préfets, Présidents de Délégations Spéciales, Chefs de quartiers et Représentants dans les bureaux de votes et dans les commissions de centralisation. Par exemple, lors des élections communales, les procès-verbaux des bureaux de vote de Matam ont été changés à la centralisation des votes. Je dirai que pour un climat politique apaisé, il faut que l’administration soit neutre. D’ailleurs, c’est le manque de confiance dans les administrations qui est à l’origine de la création des Commissions Electorales Nationales Indépendantes (CENI) dans les pays africains. »

**IA, Membre du Bureau Exécutif de l’UFDG, Conakry :** « Oui c’est vrai… Et n’oublions pas que l’ingérence de l’administration dans les affaires politiques est une violation de l’article 09 de la loi sur la fonction publique. Selon les termes de cet article, tout fonctionnaire doit s’abstenir de s’afficher ou de soutenir ouvertement le parti au pouvoir. Cela ne signifie pas pour autant qu’on retire au fonctionnaire son militantisme. Mais celui-ci ne doit pas user des moyens de l’Etat, y compris les véhicules administratifs (VA) et les salles de l’administration pour tenir les réunions politiques. Il ne doit pas non plus afficher les posters de campagne dans les bureaux. En période électorale, chaque fonctionnaire se manifeste en se servant de sa préfecture pour soutenir le pouvoir. Les conséquences, c’est que l’administration se déroge de sa neutralité dans le processus électoral. Ainsi, l’administrateur civil qui est sur place au service de la République ne sera plus vu comme un serviteur de la République, mais plutôt comme membre d’un parti politique. Je crois que nous ne sommes pas dans un parti-Etat. Pourtant, les partis-Etat sont révolus depuis les années 60. Nous sommes dans un système démocratique ; les partis doivent avoir des cadres qui doivent fonctionner en son nom. Les secrétaires généraux, les responsables fédéraux élus conformément aux principes des règlements intérieurs des différents partis politiques. Mais le fait d’utiliser les Ministres, Gouverneurs, Préfets et Sous-préfets pour appuyer le parti au pouvoir pour gagner ; cela constitue un obstacle majeur à la bonne marche de notre démocratie. »

**IA, Président de l’Institution Nationale Indépendante des Droits Humains (INIDH), Conakry :** « …C’est une question difficile ; il y a un lien important avec le niveau politique. La question de l’ingérence, vous savez, on dit que les élections sont organisées et supervisées par la CENI. Mais, toutes les lois, jusqu’ici ont prévu qu’elle soit accompagnée techniquement par l’administration. Moi, je ne prends pas cette question en termes d’ingérence ; il n’est pas possible de faire les élections sans l’administration. Cela ne me parait pas possible. Maintenant, on peut jouer sur les mots, mais je ne vois aucun moyen d’organiser les élections sans la participation de l’administration. Que l’on laisse la CENI organiser et superviser les élections est une question complètement différente que de laisser les gens de l’administration prendre le dessus sur ce qui se passe. Comme il y a une nouvelle loi sur la CENI, lorsqu’elle passera tous les caps d’une loi et qu’elle sera promulguée, publiée et appliquée comme loi de l’Etat, j’imagine que cela apportera un plus dans ce domaine. »

**IA, Représentant du parti GRUP, N’Zérékoré :** « Il est anormal que les cadres de l’administration, dans l’exercice de leur fonction, s’affichent pour battre campagne politique, bien que les Ministres fassent la politique du gouvernement. En plus, au cours de cette campagne, l’utilisation des engins de l’Etat tels que les voitures et autres provoque d’énormes frustrations. »

**N6, FGD, Organisation de la Société Civile et Médias, N’Zérékoré :** « Par rapport à l’ingérence de l’administration dans le processus électoral, je dirai que c’est un déterminant important parce que l’administration est un organe censé créer les conditions favorables pour permettre à la CENI, institution chargée d’organiser les élections, de bien faire son travail. Et cette administration doit être neutre. Mais si elle se mêle des élections ou prend parti, c’est là que naissent tous les problèmes qui peuvent dégénérer. Finalement, c’est la population qui payera les frais. »

**N4, FGD, Organisation de la Société Civile et Médias, N’Zérékoré :** « Il faut savoir que l’ingérence de l’administration dans le processus électoral est un phénomène qui crée des problèmes dans nos communautés. Imaginer que pendant les élections, la majorité de la population sait pour qui elle a voté et qu’après tout, on vient lui imposer un candidat pour qui elle n’a pas voté ; cela peut impacter négativement la quiétude sociale. »

Pour 69% des répondants, la CENI manque de cadres intègres. Le pourcentage des répondants partageant cette opinion varie selon le niveau d’instruction ; il est plus élevé pour ceux qui ont le niveau plus que secondaire (78%), niveau secondaire (72%) et moins que secondaire (60%).

Concernant les toutes dernières élections communales du 04 février 2018, huit participants à cette enquête sur dix (81%) ont déclaré avoir voté. Pour la majorité d’entre eux (54%), ces élections n’étaient ni libres ni transparentes. D’ailleurs, 72% de ceux qui ont voté ont déclaré l’avoir fait dans l’intention d’accomplir un acte citoyen.

## III.7 Perception du rôle de la justice

Pour mesurer la perception des citoyens sur le rôle de la justice, un indice a été conçu. Il s’agit de l’Indice de Perception sur le Rôle de la Justice (IPRJ). Cet indice comprend deux principaux déterminants du rôle de la justice en Guinée. Les répondants sont considérés comme ayant une mauvaise perception du rôle de la justice lorsqu’ils déclarent être en désaccord à la fois avec les déclarations selon lesquelles les Magistrats sont professionnels et la Justice est indépendante. En se référant à ces critères, 58% des répondants ont une mauvaise perception sur le rôle de la justice en Guinée. En tenant compte du niveau d’instruction, la proportion la plus faible est enregistrée chez les répondants du niveau inférieur au secondaire (55%), ***conférer graphique 10***.

Selon la majorité des répondants, la justice n’est ni indépendante (80%), ni autonome (64%) et les Magistrats ne sont pas professionnels (63%). Par rapport à la dépendance de la justice, cette position est plus exprimée par ceux qui ont le niveau plus que secondaire (87%) et par les jeunes (83% contre 77% chez les adultes), ***conférer graphique 11.***

A ce propos, voici quelques déclarations :

**IA, Bâtonnier de l’Ordre National des Avocats, Conakry : «**La justice est un autre problème. J’ai l’habitude de dire que quand la justice marche, tout le reste peut marcher. Malheureusement, la justice, de par certaines de ses décisions, ne contribue pas à pacifier les relations entre les guinéens. En dépit de l’existence des textes qui consacrent l’indépendance de la justice, cette institution n’utilise pas ces textes pour véritablement jouer le rôle qui est le sien. »

**N° 4, FGD, Femmes, Labé :** « Les juges ne font pas leur travail conformément à la loi. Souvent, ils rendent leur verdict en faveur de la partie qui donne plus d’argent. »

**IA, Représentant du Médiateur de la République, Conakry :** « Les Autorités Judiciaires doivent comprendre que les relations entre les individus et l'Etat, les relations entre l'Etat et les entités publiques et les relations entre les individus, doivent être absolument regardés avec un œil de justice. Vous savez, dans certains pays, le Médiateur n’existe pas à cause de l’efficacité de leur système judiciaire. »

**N°3, FGD, Autorités locales, N’Zérékoré :** « Quand on parle de justice, j’ai de la migraine. La justice divise la population ; elle appartient aux nantis. J’ai remarqué que c’est le plaignant qui a toujours tort dans ce pays lorsqu’il manque de moyens. »

**N°8,** **FGD, Autorités locales, N’Zérékoré :** « En 2010, nous avions un jugement à la justice pour lequel nous ne devrions pas avoir raison. Mais à travers nos financements, nous avons pu remporter le procès qui avait duré un an et sept mois. La justice n’aime que l’argent. »

**N°7,** **FGD, Autorités locales, N’Zérékoré** : « Je vous apprends que nous sommes actuellement à la justice à cause de neuf (9) de nos parcelles. Jusqu’à présent, on ne fait que reporter le procès, parce que nous n’avons pas encore déposé les trente millions de francs guinéens demandés pour gagner le procès. »

## III.8 Perception du dialogue social

L’Indice du Degré de Confiance des Citoyens guinéens envers les Acteurs Constitutionnels (IDCAC) prend en compte la confiance placée aux cinq institutions suivantes : l’Assemblée Nationale, la Primature, le Ministère de l’Administration du Territoire et de la Décentralisation, le Médiateur de la République et le Conseil Economique et Social. Les répondants sont considérés comme n’ayant pas confiance lorsqu’ils ont déclaré n’avoir confiance à aucun de ces cinq acteurs constitutionnels au regard des crises et conflits qui ont marqué la Guinée. En se référant aux critères, 49% des répondants n’ont pas confiance aux acteurs constitutionnels dans l’instauration du dialogue sociopolitique. Cette proportion est plus élevée chez les jeunes (52% contre 47% chez les adultes). Il y a également une relation entre le degré de confiance et le niveau d’instruction. En effet, les répondants de niveau inférieur au secondaire présentent le pourcentage le plus faible (46%), ***conférer graphique 12 ci-contre.***

Ensuite, un autre Indice a été élaboré pour mesurer le Degré de Confiance des répondants envers les Acteurs Sociaux dans l’instauration du dialogue sociopolitique (IDCAS). Cet indice comprend trois déterminants du degré de confiance envers les acteurs sociaux dans l’instauration du dialogue sociopolitique en Guinée. Ce sont les leaders religieux, le syndicat et la société civile. En se basant sur les critères, 28% des participants à cette enquête ont déclaré ne pas avoir confiance envers les acteurs sociaux dans l’instauration du dialogue sociopolitique. En tenant compte du sexe, le pourcentage des hommes (30%) est plus élevé que celui des femmes (25%). Quant au niveau d’instruction, les répondants du niveau plus que secondaire sont les plus nombreux, en termes de proportion (37%), suivis de ceux du niveau secondaire (25%) et ensuite de ceux du niveau inférieur au secondaire (23%), ***conférer graphique 13 ci-contre.***

Au regard des crises et conflits qui ont marqué la Guinée, les répondants ont déclaré avoir confiance envers les leaders religieux (59%) et envers les autorités des quartiers (50%). Les pourcentages les plus élevés des répondants ayant déclaré avoir confiance envers les leaders religieux sont enregistrés au niveau des femmes (63%), de ceux qui ont le niveau d’instruction moins que secondaire (65%). Il en est de même chez les jeunes (62% contre 56% des adultes).

Plus de quatre répondants sur cinq ont déclaré ne pas avoir confiance à l’Assemblée Nationale (82%), au Ministère de l’Administration du Territoire et de la Décentralisation (82%) et à la Primature (81%). Pour plus de détails, ***conférer tableau 4, en annexe.***

Une liste de 13 éléments susceptibles de causer des problèmes conduisant au dialogue social a été proposée aux répondants. Leur opinion a été recueillie pour avoir leur perception sur leur fréquence à conduire au dialogue social. Pour la plupart des participants à cette enquête, la revendication syndicale (66%), les élections (66%), les conflits domaniaux et fonciers (55%) et les conflits entre agriculteurs et éleveurs (55%) causent des problèmes conduisant souvent au dialogue social. Par contre, la majorité des répondants estiment que les conflits religieux (64%), les conflits entre autochtones et non autochtones (62%), l’insalubrité (61%) et l’impunité (60%) causent rarement des problèmes conduisant au dialogue social. Pour plus de détails, ***conférer tableau******5, en annexe.***

Dans les focus group et interviews approfondies, les déclarations ci-dessous ont été faites au sujet du rôle de certaines Institutions dans le cadre de la consolidation de la paix en Guinée.

**N°3, FGD, Conseil Communal et Autorités locales, Kaloum :** « Il n’y a aucune implication de l’Assemblée Nationale dans la résolution des problèmes de ce pays. Elle ne contribue pas à l’instauration du dialogue socio politique. »

**IA, Représentant du PEDN, Kankan : «**De 2010 à maintenant, les Premiers Ministres ont joué un rôle négatif dans ce sens... »

**IA, Représentant de l’UFDG, Kankan :** « Tous les Ministres qui sont passés à la tête du département de l’Administration du Territoire et de la Décentralisation ont été des sources de problèmes. En principe, ce Ministère devait être l’organe régulateur des conflits. Mais, c’est une caisse de résonnance comme la Primature et les autres Ministères. Tout ne tient qu’aux ordres du Président de la République. »

**IA, Représentant de l’UFDG, Kindia : «**Le Médiateur est en train de se débattre ; quoique l’issue heureuse à laquelle on s’attend ne soit pas encore trouvée. Il doit redoubler d’efforts pour aller vite. Je me demande si c’est la manière dont il s’y prend qui ne sied pas ou bien ce sont les personnes à qui il s’adresse qui ne sont pas convaincues du bien-fondé de son intermédiation. Pour ma part, il doit encore améliorer sa stratégie, car le résultat se fait toujours attendre. Il est incontestable que le Médiateur se bat bien, suit bien sa feuille de route. On l’entend souvent intervenir à la radio pour inviter tout le monde à la paix et à la fraternité. Mais jusque-là, les maux dont souffre le peuple restent encore entiers. »

**IA, Représentant du parti GRUP, N’Zérékoré :** « Je n’ai jamais vu l’institution Médiateur de la République à l’œuvre depuis sa création jusqu'à nos jours, car elle n’a posé aucun acte. »

**N5, FGD, Organisation de la Société Civile et les Médias, N’Zérékoré :** « Je me demande si le Conseil Economique et Social (CES) se considère comme une institution de maintien de la paix. A mon avis, cette institution ne joue pas son rôle. Je ne me souviens pas d’une action qui a été menée dans ce sens par le CES. La preuve est que cette institution n’est même pas connue des citoyens. »

**IA, Autorités locales, N’Zérékoré :** « Malgré les insuffisances, le grand Imam de la mosquée Fayçal et l’Archevêque de Conakry ont fait le maximum d’eux-mêmes en sensibilisant la population ; car ils sont venus plusieurs fois à N’Zérékoré pour résoudre les différents problèmes sociaux. »

**N5, Autorités locales, N’Zérékoré : «**Les syndicats ne s’expriment que quand ils sont confrontés à une situation. Mais dire qu’ils font quelque chose dans la consolidation de la paix, je n’en suis pas informé. »

**IA, Représentant du RPG, Labé : «**Le syndicat même est à la base de beaucoup de crises au moment où c’est dur entre l’opposition forte et la mouvance. Vous avez vu le syndicat une fois se lever pour aller rencontrer l’opposition ou aller rencontrer la mouvance. Jamais ; il ne s’en mêle même pas. Ce sont des syndicats limités et orientés rien que vers leur intérêt personnel. A titre d’exemple, le syndicat de l’enseignement, si ça ne concerne pas l’enseignement, il ne se mêle pas. Ils oublient que les enseignants et les élèves font partie de la population. C’est la société civile ça ? C’est nous qui représentons la population ; c’est de nous qu’on peut parler à l’école, à la santé, partout. Quand ce n’est pas la santé, le syndicat de la santé n’est pas concerné ; quand ce n’est pas les travailleurs de l’Etat, la CNTG ne se mêle pas. Ça ne peut pas aller comme ça. »

**IA, Président de l’Institution Nationale Indépendante des Droits Humains, Conakry :** « Si la société civile changeait de méthode, elle pourrait apporter mieux. Aujourd’hui, elle fait quelque chose mais, elle aurait mieux fait si elle changeait de méthode. Si la société civile est perçue comme un groupe de contestataires, ça bloque même le débat et la discussion. »

**IA, Représentant du Cabinet du Ministère de la Citoyenneté, Conakry :** « La société civile est une institution très active ; mais malheureusement, compte tenu de la confusion entre société civile et partis politiques dans le cadre du dialogue, les gens se méfient d’elle. »

# CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Les résultats de l’enquête montrent que les citoyens guinéens, dans leur grande majorité, ont une mauvaise perception du climat politique, des partis politiques et du rôle des Députés dans la promotion du dialogue dans notre pays. De même, la société civile est perçue comme un acteur qui ne joue pas son rôle de contrôle de l’action gouvernementale ou de porte-voix des sans voix. Le même constat est valable pour la CENI et la justice, perçues par la majorité des répondants comme des institutions qui ne sont ni indépendantes, ni professionnelles. Les citoyens guinéens participant à cette enquête ont indiqué leur préférence pour une CENI technique. Pour la promotion du dialogue sociopolitique, les répondants ont déclaré faire plus confiance aux acteurs sociaux, notamment les leaders religieux.

A l’issue de cette enquête, les recommandations suivantes peuvent être formulées :

* Partager les présents résultats avec toutes les parties prenantes du projet pour information et action de leur part ;
* Former les acteurs constitutionnels et sociaux dans les techniques de dialogue sociopolitique ;
* Promouvoir l’information et la sensibilisation des citoyens pour la consolidation de la paix et la citoyenneté ;
* Soutenir les efforts du Gouvernement et des autres acteurs (Assemblée Nationale, société civile, etc.) dans la promotion du dialogue sociopolitique ;
* Organiser des consultations citoyennes pour trouver un modèle de dialogue adapté à notre contexte ;
* Renforcer l’indépendance de la justice et de la CENI ;
* Continuer à respecter et à faire respecter la Loi ;
* Amener les coordinations régionales à se retirer du jeu politique ;
* Promouvoir le respect des textes de loi au détriment du consensus ;
* Poursuivre les réformes dans le secteur de la défense et de la sécurité ;
* Booster les compétences et l’employabilité des jeunes ;
* Renforcer le respect de la charte des partis politiques et le code de bonne conduite ;
* Faire respecter l’éthique et la déontologie dans les médias et les réseaux sociaux ;
* Renforcer les capacités de la société civile dans l’alerte et la prévention des conflits ;
* Renforcer les capacités et les rôles des leaders religieux dans la promotion du dialogue social ;
* Instituer un cadre permanent de dialogue ;
* Rehausser le niveau d’implication des femmes et des jeunes dans la sphère de prise de décision ;
* Renforcer les capacités des élus locaux en matière de gouvernance locale et de redevabilité ;
* Prévoir des enquêtes au début et à la fin du projet pour évaluer son impact et en tirer des leçons.

# ANNEXE

##

## Personnel de l’étude

**Coordonnateur :** Aliou BARRY

**Point focal :** Massa GUILAVOGUI

**Personnel de collecte**

**I. Equipe de Conakry :**

 **Pour l’enquête qualitative**

***Superviseur :*** Massa GUILAVOGUI

***Animatrices :***

*1- Hawa BAH*

*2- Kadiatou DIALLO*

**II. Equipe de Conakry :**

 **Pour l’enquête quantitative**

***Superviseur :*** Thierno Malick DIALLO

***Enquêteurs :***

1 - Aboubacar GROVOGUI

2 -N’fansoumane CAMARA

3- Mamadou Bobo DIALLO

4- *Djenabou SOUMAH*

 **III. Equipe de Kindia et Labé**

***Superviseur :*** Alpha Oumar DIALLO

***Enquêteurs :***

1- Ahmadou DIOUMESSY

 2- Fodé Naby SANKHON

3- Noumouké CAMARA

4- *Assiatou DIALLO*

 **IV. Equipe de Kankan et N’zérékoré**

***Superviseur :*** Sékou I CONDE

***Enquêteurs****:*

1- Moussa Watta FOFANA

2- Ousmane Baba CAMARA

3- Ouo Ouo LAMAH

4- *Germaine LOUA*

**Personnel de rédaction**

Aliou BARRY

Yumba INABANZA

Thierno Malick DIALLO

Djiba KABA

Bangaly CAMARA

Massa GUILAVOGUI

**Comptabilité**

Djenabou BARRY

**Finances**

Alpha Oumar DIALLO

##

## LES TABLEAUX

**PERCEPTION SUR LE CLIMAT POLITIQUE**

***Tableau 2 : Pourcentage des répondants estimant que les éléments ci-dessous existent et agissent négativement ou positivement sur le climat politique en Guinée***

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Sous-questions** | **Modalités** | **Sexe** | **Niveau d'instruction** | **Age** | **Ensemble** |
| **Masculin** | **Féminin** | **Moins que secondaire** | **Secondaire** | **Plus que secondaire** | **Jeune** | **Adulte** |
| 13.1. Discorde/Mésentente entre les partis politiques | Négativement | 97% | 96% | 95% | 96% | 98% | 97% | 96% | 96% |
| 13.2. Discorde/Mésentente entre mouvance opposition | Négativement | 97% | 98% | 97% | 99% | 97% | 98% | 97% | 98% |
| 13.3. Manque d’obligation des gouvernants de rendre compte de leurs actions aux citoyens | Négativement | 95% | 97% | 95% | 96% | 98% | 97% | 95% | 96% |
| 13.4. Manque de dialogue entre gouvernement et acteurs sociaux | Négativement | 96% | 95% | 95% | 94% | 98% | 96% | 95% | 96% |
| 13.5. Manque de transparence dans le processus électoral | Négativement | 98% | 98% | 98% | 97% | 98% | 98% | 98% | 98% |
| 13.6. Manque d’indépendance de la CENI ou ingérence de l’administration dans le processus électoral | Négativement | 94% | 97% | 96% | 95% | 97% | 98% | 94% | 96% |
| 13.7. Manque de confiance des citoyens vis-à-vis des organes chargés de la gestion des élections | Négativement | 97% | 97% | 97% | 96% | 97% | 98% | 96% | 97% |
| 13.8. Manque de neutralité des acteurs de la société civile | Négativement | 92% | 87% | 83% | 96% | 92% | 91% | 88% | 90% |
| 13.9. Instrumentalisation de l’ethnie à des fins politiques | Négativement | 96% | 97% | 96% | 95% | 99% | 97% | 96% | 97% |
| 13.10. Manque de neutralité des Forces de défense et de sécurité | Négativement | 88% | 88% | 83% | 90% | 93% | 88% | 88% | 88% |
| 13.11. Politisation de l’administration | Négativement | 94% | 92% | 91% | 95% | 94% | 94% | 92% | 93% |
| 13.12. Ingérence des coordinations régionales dans les nominations à de hautes fonctions dans l’administration | Négativement | 87% | 84% | 84% | 84% | 91% | 86% | 86% | 86% |
| 13.13. Communications à relents ethniques ou régionalistes | Négativement | 95% | 97% | 96% | 95% | 97% | 97% | 95% | 96% |
| 13.14. Discours et comportements qui prônent la division | Négativement | 98% | 99% | 99% | 98% | 98% | 98% | 99% | 99% |
| 13.15. Multiples reports des échéances électorales | Négativement | 96% | 96% | 92% | 98% | 98% | 97% | 95% | 96% |
| 13.16. Priorité au consensus au détriment de la loi | Négativement | 92% | 92% | 88% | 91% | 97% | 94% | 90% | 92% |
| 13.17. Partis politiques à base communautaire | Négativement | 91% | 90% | 88% | 91% | 95% | 92% | 90% | 91% |
| 13.18. Recours aux religieux pour régler des différends politiques | Négativement | 44% | 46% | 42% | 44% | 51% | 42% | 48% | 45% |
| Positivement | 47% | 45% | 46% | 49% | 42% | 51% | 42% | 46% |
| 13.19. Recours aux religieux pour influencer les décisions de justice au détriment de la loi | Négativement | 91% | 88% | 84% | 90% | 97% | 88% | 91% | 90% |
| 13.20. Recours aux coordinations régionales pour influencer les décisions de justice au détriment de la loi | Négativement | 91% | 90% | 86% | 90% | 97% | 89% | 92% | 91% |
| 13.21. Résolution provisoire des problèmes/revendications après manifestations suivies de casse ou de mort d’homme | Négativement | 90% | 90% | 87% | 88% | 96% | 88% | 91% | 90% |
| 13.22. Centralisation poussée des prises de décisions concernant le niveau local | Négativement | 88% | 88% | 84% | 89% | 92% | 87% | 88% | 88% |
| 13.23. Mécontentement lié à la mauvaise qualité des services d'EDG et de la SEG | Négativement | 86% | 85% | 81% | 87% | 90% | 85% | 86% | 86% |
| 13.24. Récupération de la réalisation des projets de développement à des fins politiques | Négativement | 86% | 85% | 82% | 83% | 93% | 85% | 86% | 86% |
| 13.25. Manque d’éducation civique des militants des partis politiques | Négativement | 93% | 92% | 89% | 94% | 96% | 92% | 93% | 92% |
| 13.26. Instrumentalisation des jeunes à des fins politiques | Négativement | 92% | 94% | 91% | 91% | 97% | 92% | 93% | 93% |
| 13.27. Non-respect des accords politiques ou syndicaux | Négativement | 100% | 98% | 98% | 99% | 100% | 99% | 99% | 99% |
| 13.28. Chômage des jeunes | Négativement | 98% | 100% | 99% | 98% | 99% | 98% | 99% | 99% |
| 13.29. Utilisation des moyens de l’Etat à des fins de campagne politique | Négativement | 96% | 94% | 92% | 96% | 99% | 95% | 95% | 95% |
| 13.30. Accès inégal des acteurs politiques aux médias d’Etat | Négativement | 86% | 84% | 81% | 83% | 91% | 86% | 84% | 85% |
| 13.31. Abus d’autorités des forces de défense et de sécurité et des hauts responsables de l’administration dans la circulation | Négativement | 92% | 90% | 89% | 89% | 95% | 90% | 92% | 91% |
| 13.32. Insuffisance d’infrastructures socio-économiques de base dans certaines localités | Négativement | 94% | 94% | 92% | 93% | 97% | 94% | 94% | 94% |

**PERCEPTION SUR LES PARTIS POLITIQUES**

***Tableau 3 : Pourcentage des répondants étant d’accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes :***

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Sous-questions** | **Modalités** | **Sexe** | **Niveau d'instruction** | **Age** | **Ensemble** |
| **Masculin** | **Féminin** | **Moins que secondaire** | **Secondaire** | **Plus que secondaire** | **Jeune** | **Adulte** |
| 14.1. Les Partis Politiques sont sources de conflits sociopolitiques | D'accord | 82% | 82% | 80% | 86% | 80% | 85% | 80% | 82% |
| 14.2. Pléthore de partis politiques | D'accord | 71% | 70% | 71% | 77% | 63% | 72% | 69% | 71% |
| En désaccord | 28% | 28% | 27% | 21% | 37% | 26% | 29% | 28% |
| 14.3. Manque de démocratie et de bonne gouvernance au sein des partis politiques | D'accord | 79% | 73% | 67% | 78% | 85% | 77% | 75% | 76% |
| 14.4. Partis politiques créés et gérés comme des entreprises privées | D'accord | 74% | 69% | 63% | 74% | 79% | 76% | 68% | 71% |
| En désaccord | 18% | 20% | 22% | 18% | 16% | 17% | 20% | 19% |
| 14.5. Ethnisation des partis politiques | D'accord | 88% | 88% | 88% | 89% | 87% | 88% | 88% | 88% |
| 14.6. Manque de transparence dans les nominations et désignation des représentants auprès des institutions | D'accord | 84% | 84% | 81% | 85% | 88% | 84% | 85% | 84% |
| 14.7. Partis politiques pris en otage par des militants opportunistes | D'accord | 77% | 73% | 66% | 77% | 83% | 75% | 74% | 75% |
| 14.8. Non prise en compte des avis des jeunes et des femmes dans les instances de prise de décision au sein des partis politiques | D'accord | 85% | 87% | 83% | 89% | 86% | 86% | 86% | 86% |
| 14.9. Recours aux manifestations de rue pour des revendications politiques ou sociales | D'accord | 63% | 68% | 65% | 69% | 64% | 69% | 63% | 66% |
| En désaccord | 31% | 25% | 27% | 25% | 33% | 24% | 31% | 28% |
| 14.10. Transhumance des acteurs politiques | D'accord | 68% | 64% | 61% | 70% | 67% | 67% | 65% | 66% |
| En désaccord | 26% | 25% | 23% | 22% | 33% | 27% | 25% | 26% |
| 14.11. Les partis politiques sont des organisations travaillant pour le développement du pays | D'accord | 19% | 14% | 18% | 16% | 15% | 16% | 17% | 17% |
| En désaccord | 74% | 79% | 73% | 77% | 82% | 78% | 76% | 77% |
| 14.12. Les partis politiques sont des organisations œuvrant pour l’éducation civique et citoyenne | D'accord | 14% | 12% | 14% | 15% | 11% | 15% | 12% | 13% |
| En désaccord | 81% | 81% | 77% | 81% | 86% | 79% | 82% | 81% |
| 14.13. Les partis politiques sont des Acteurs de paix et de cohésion sociale | D'accord | 14% | 13% | 15% | 17% | 8% | 13% | 14% | 14% |
| En désaccord | 80% | 81% | 77% | 77% | 89% | 82% | 79% | 80% |

**PERCEPTION SUR LA SOCIETE CIVILE**

***Tableau 4* : *Pourcentage des répondants étant d’accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes :***

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Sous-questions** | **Modalités** | **Sexe** | **Niveau d'instruction** | **Age** | **Ensemble** |
| **Masculin** | **Féminin** | **Moins que secondaire** | **Secondaire** | **Plus que secondaire** | **Jeune** | **Adulte** |
| 15.1. La société civile joue son rôle de porte-voix des sans voix | D'accord | 40% | 33% | 42% | 39% | 27% | 37% | 37% | 37% |
| En désaccord | 53% | 52% | 40% | 54% | 68% | 53% | 52% | 53% |
| 15.2. La société civile joue son rôle d’acteur dans le contrôle de l’action gouvernementale | D'accord | 30% | 27% | 30% | 29% | 26% | 27% | 29% | 29% |
| En désaccord | 61% | 55% | 46% | 63% | 69% | 62% | 55% | 58% |
| 15.3. Les plates-formes de la société civile sont utilisées comme moyens d’accès à des postes de responsabilité | D'accord | 76% | 65% | 59% | 78% | 77% | 72% | 69% | 70% |
| 15.4. Certains fonctionnaires de l’administration publique sont aussi des leaders de la société civile | D'accord | 76% | 65% | 59% | 76% | 81% | 70% | 71% | 71% |
| 15.5. Les plates-formes de la société civile manquent de spécialisation | D'accord | 78% | 64% | 54% | 76% | 89% | 73% | 69% | 71% |
| 15.6. Certains hommes de médias manquent de professionnalisme | D'accord | 85% | 81% | 75% | 83% | 93% | 83% | 83% | 83% |
| 15.7. Les émissions inter actives incitent à la violence et à la haine | D'accord | 78% | 79% | 75% | 78% | 82% | 75% | 81% | 78% |
| 15.8. Les réseaux sociaux incitent à la violence et à la haine | D'accord | 84% | 78% | 72% | 82% | 92% | 82% | 80% | 81% |
| 15.9. Certains hommes de médias manquent d’éthique et de déontologie | D'accord | 87% | 82% | 77% | 85% | 95% | 87% | 83% | 85% |
| 15.10. Les leaders religieux manquent de neutralité | D'accord | 70% | 62% | 57% | 66% | 79% | 66% | 66% | 66% |
| En désaccord | 19% | 25% | 27% | 25% | 14% | 22% | 22% | 22% |
| 15.11. Les centrales syndicales sont politisées | D'accord | 81% | 81% | 77% | 81% | 86% | 83% | 79% | 81% |
| 15.12. Les plates-formes de la société civile sont politisées | D'accord | 81% | 75% | 70% | 82% | 84% | 78% | 77% | 78% |
| 15.13. Les centrales syndicales sont utilisées comme moyen d’accès aux postes de responsabilité | D'accord | 75% | 70% | 64% | 75% | 81% | 73% | 72% | 73% |
| 15.14. Les centrales syndicales jouent leur rôle de défenseurs des droits des travailleurs | D'accord | 49% | 51% | 51% | 54% | 45% | 54% | 47% | 50% |
| En désaccord | 43% | 37% | 35% | 38% | 48% | 36% | 43% | 40% |

***Tableau 4 : Pourcentage des répondants ayant confiance ou pas aux institutions ci-après***

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Sous-questions** | **Modalités** | **Sexe** | **Niveau d'instruction** | **Age** | **Ensemble** |
| **Masculin** | **Féminin** | **Moins que secondaire** | **Secondaire** | **Plus que secondaire** | **Jeune** | **Adulte** |
| 24.1. Assemblée nationale | Confiance | 19% | 15% | 19% | 16% | 14% | 14% | 19% | 17% |
| Pas confiance | 80% | 84% | 80% | 82% | 85% | 86% | 80% | 82% |
| 24.2. Primature | Confiance | 21% | 12% | 14% | 18% | 19% | 14% | 18% | 17% |
| Pas confiance | 77% | 84% | 81% | 82% | 79% | 84% | 78% | 81% |
| 24.3. Ministère de l’Administration du territoire et de la Décentralisation | Confiance | 17% | 9% | 10% | 12% | 19% | 11% | 15% | 13% |
| Pas confiance | 76% | 88% | 84% | 83% | 79% | 85% | 80% | 82% |
| 24.4. Médiateur de la République | Confiance | 42% | 34% | 36% | 36% | 42% | 35% | 40% | 38% |
| Pas confiance | 54% | 58% | 52% | 60% | 56% | 59% | 53% | 56% |
| 24.5. Conseil Economique et Social | Confiance | 22% | 13% | 13% | 20% | 21% | 17% | 18% | 18% |
| Pas confiance | 69% | 75% | 70% | 74% | 75% | 73% | 72% | 73% |
| 24.6. Leaders religieux | Confiance | 54% | 63% | 62% | 65% | 48% | 62% | 56% | 59% |
| Pas confiance | 46% | 37% | 38% | 35% | 52% | 38% | 43% | 41% |
| 24.7. Syndicat | Confiance | 44% | 41% | 44% | 49% | 33% | 42% | 42% | 42% |
| Pas confiance | 55% | 59% | 55% | 51% | 67% | 58% | 57% | 57% |
| 24.8. Associations professionnelles du secteur privé | Confiance | 33% | 21% | 19% | 28% | 35% | 27% | 27% | 27% |
| Pas confiance | 54% | 60% | 55% | 58% | 59% | 59% | 56% | 57% |
| 24.9. Patronat | Confiance | 21% | 13% | 8% | 19% | 28% | 17% | 17% | 17% |
| Pas confiance | 67% | 68% | 67% | 68% | 68% | 68% | 67% | 68% |
| 24.10. Société civile | Confiance | 38% | 30% | 27% | 41% | 36% | 37% | 32% | 34% |
| Pas confiance | 59% | 63% | 62% | 58% | 64% | 59% | 63% | 61% |
| 24.11. Coordinations régionales | Confiance | 32% | 25% | 27% | 32% | 27% | 30% | 27% | 29% |
| Pas confiance | 66% | 70% | 67% | 66% | 71% | 65% | 70% | 68% |
| 24.12. Autorité du quartier | Confiance | 51% | 49% | 60% | 48% | 40% | 49% | 52% | 50% |
| Pas confiance | 49% | 50% | 40% | 52% | 60% | 51% | 48% | 50% |
| 24.13. Autorité communale | Confiance | 32% | 33% | 39% | 26% | 30% | 30% | 34% | 33% |
| Pas confiance | 67% | 65% | 59% | 72% | 70% | 68% | 64% | 66% |

***Tableau 5 : Pourcentage des répondants estimant que les éléments ci-dessous causent des problèmes conduisant au dialogue social***

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Sous-questions** | **Modalités** | **Sexe** | **Niveau d'instruction** | **Age** | **Ensemble** |
| **Masculin** | **Féminin** | **Moins que secondaire** | **Secondaire** | **Plus que secondaire** | **Jeune** | **Adulte** |
| 25.1. Elections | Rarement | 28% | 25% | 22% | 24% | 36% | 27% | 26% | 27% |
| Souvent | 66% | 66% | 68% | 69% | 60% | 67% | 65% | 66% |
| 25.2. Délestage eau et électricité | Rarement | 46% | 50% | 49% | 49% | 47% | 48% | 48% | 48% |
| Souvent | 43% | 40% | 36% | 41% | 49% | 41% | 42% | 42% |
| 25.3. Insalubrité | Rarement | 61% | 60% | 61% | 62% | 58% | 60% | 61% | 61% |
| Souvent | 29% | 29% | 23% | 29% | 37% | 32% | 27% | 29% |
| 25.4. Revendication syndicale | Rarement | 29% | 29% | 25% | 31% | 33% | 28% | 30% | 29% |
| Souvent | 67% | 66% | 68% | 66% | 63% | 68% | 65% | 66% |
| 25.5. Insécurité | Rarement | 53% | 57% | 58% | 56% | 50% | 54% | 56% | 55% |
| Souvent | 33% | 28% | 22% | 30% | 42% | 31% | 30% | 31% |
| 25.6. Impunité | Rarement | 61% | 60% | 60% | 60% | 60% | 63% | 58% | 60% |
| Souvent | 24% | 24% | 19% | 25% | 30% | 23% | 25% | 24% |
| 25.7. Corruption/Détournement de fonds publics | Rarement | 61% | 56% | 56% | 61% | 59% | 62% | 55% | 58% |
| Souvent | 23% | 24% | 18% | 25% | 30% | 21% | 26% | 24% |
| 25.8. Conflits domaniaux et fonciers | Rarement | 37% | 38% | 32% | 40% | 43% | 41% | 35% | 38% |
| Souvent | 55% | 55% | 57% | 54% | 53% | 52% | 58% | 55% |
| 25.9. Conflits entre Sociétés minières et communautés riveraines | Rarement | 37% | 42% | 40% | 38% | 40% | 45% | 34% | 39% |
| Souvent | 42% | 32% | 27% | 41% | 45% | 35% | 39% | 37% |
| 25.10. Conflits dans l’exploitation des ressources forestières | Rarement | 46% | 47% | 43% | 47% | 50% | 51% | 43% | 47% |
| Souvent | 31% | 25% | 23% | 30% | 33% | 29% | 28% | 28% |
| 25.11. Conflits religieux | Rarement | 64% | 64% | 53% | 72% | 72% | 64% | 64% | 64% |
| Souvent | 14% | 12% | 15% | 11% | 11% | 12% | 14% | 13% |
| 25.12. Conflits entre agriculteurs et éleveurs | Rarement | 29% | 30% | 27% | 29% | 33% | 30% | 29% | 29% |
| Souvent | 55% | 55% | 56% | 55% | 53% | 55% | 55% | 55% |
| 25.13. Conflits entre autochtones et non autochtones | Rarement | 60% | 64% | 58% | 59% | 71% | 62% | 62% | 62% |
| Souvent | 23% | 21% | 23% | 25% | 19% | 20% | 24% | 22% |

##

## LES OUTILS

REPUBLIQUE DE GUINEE

**ENQUETE SUR LA SITUATION DES ORPHELINS ET AUTRES ENFANTS VULNERABLES EN GUINEE/2004**

**(OEV)**

Travail - Justice - Solidarité

Enquête de perception du climat politique par les populations et les partis politiques en Guinée

##### QUESTIONNAIRE MENAGE

***N°*** */\_\_\_\_/ /\_\_\_\_/ /\_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_/*

 ***R P E***

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  **Personnel** | **Nom et Prénoms** | **Date et signature** |
| **Enquêteur** |  |  |
| **Superviseur** |  |  |

#

**INITIATION /FINANCEMENT : PNUD**

**AGENCE D’EXECUTION : STAT VIEW INTERNATIONAL**

Strictement Confidentiel

***Loi Statistique n°L/95/047/CTRN du 30 Août 1995***

## *Juin 2018*

**FORMULAIRE DE CONSENTEMENT ECLAIRE**

**INRODUCTION**

Bonjour, mon nom est…... je travaille pour STAT VIEW International qui est en train de réaliser une enquête de perception des populations du climat politique, des partis politiques et du rôle joué par les députés dans la résolution des conflits en Guinée.

Cette étude est initiée et financée par le PNUD. Son objectif est de mesurer la perception des populations guinéennes sur la problématique du dialogue et ses implications sur la vie de la nation. De même, il s’agira de collecter le point de vue des institutions républicaines et étatiques et des organisations de la Société civile. Les données qui seront collectées permettront d’anticiper et de dissiper les tensions politiques et sociales de tout genre qui menacent la paix et la stabilité en Guinée.

#  Tous les renseignements que vous nous fourniriez seront gardés strictement confidentiels. Si vous ne vous sentez pas capable de répondre à une question avec justesse, nous préférons que vous nous le disiez et que vous ne répondiez pas du tout. Si les résultats de l’étude sont publiés, votre identité n’y sera pas incluse parce que nous ne l’aurons pas. Au cas où d’autres chercheurs s’intéresseraient au dossier, il ne leur serait pas possible de vous identifier. Vu qu’il n’est pas obligatoire de participer à cette enquête, vous n’êtes pas payé. L’entretien durera moins d’une heure.

#

#

# I. IDENTIFICATION

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Questions-Instructions et Filtres** | **Réponses** | **Code** | Allez à |
| **1** | **HEURE DU DEBUT D’INTERVIEW** | **\_\_\_ \_\_\_ *H*\_\_\_ \_\_\_** |  |  |
| **2** | Date  | /\_\_\_/\_\_\_/ /\_\_\_/\_\_\_/ /\_\_\_/\_\_\_/ ***jj mm aa*** |  |  |
| **3** | Villes | ConakryKindiaLabéKankanN’Zérékoré | 12345 |  |
| **6** | Quartier | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |  |  |

**II. RENSEIGNEMENTS GENERAUX**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Questions-Instructions et Filtres** | **Réponses** | **Code** | **Allez à** |
| **7** | Sexe | Masculin Féminin  | 12 |  |
| **8** | Quel âge avez-vous ?  | Age (ans) \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |  |  |
| **9** | Quel est votre niveau d’instruction ? | Jamais scolariséPrimaireCollègeLycéeProfessionnelSupérieur  | 123456 |  |
| **10** | Quel est votre statut matrimonial ? |  Marié/En union  Célibataire/Jamais Mariée Divorcé/Séparé/Veuf/Veuve  | 123  |  |
| **11** | Quelle est votre principale occupation? | Inactifs/chômeursFonctionnaire de l’EtatEmployeur/Employé du secteur privéTravailleur IndépendantAutre (à préciser) : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | 12345 |  |
| **12** | Quelle langue parlez-vous à la maison ? | SoussouPoularManinka KissieKpelèTomaLangue étrangèreAutre à préciser \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | 12345678  |  |

|  |
| --- |
| **13. En vous référant aux éléments constitutifs du climat politique dans un pays, veuillez donner votre appréciation sur une échelle de 1 à 5 de chacun de ces éléments pour la Guinée.** **Diriez-vous que les éléments ci-dessous existent dans notre pays et agissent très négativement, négativement, positivement, très positivement sur le climat politique ou vous n’en aviez pas entendu parler ?**  |
| **Eléments**  | **Très négativement** | **Négativement** | Ni positivement, ni négativement | Positivement | **Très positivement** | **N’existe pas en Guinée/****N’en a pas entendu parler/Ne sait pas**  |
| 1. Discorde/Mésentente entre les partis politiques | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 2. Discorde/ Mésentente entre mouvance opposition | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 3. Manque d’obligation des gouvernants de rendre compte de leurs actions aux citoyens | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 4. Manque de dialogue entre gouvernement et acteurs sociaux | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 5. Manque de transparence dans le processus électoral | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 6. Manque d’indépendance de la CENI ou ingérence de l’administration dans le processus électoral | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 7. Manque de confiance des citoyens vis-à-vis des organes chargés de la gestion des élections | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 8. Manque de neutralité des acteurs de la société civile | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 9. Instrumentalisation de l’ethnie à des fins politiques | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 10. Manque de neutralité des Forces de défense et de sécurité | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 11. Politisation de l’administration | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 12. Ingérence des coordinations régionales dans les nominations à de hautes fonctions dans l’administration | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 13. Communications à relents ethniques ou régionalistes | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 14. Discours et comportements qui prônent la division | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 15. Multiples reports des échéances électorales | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 16. Priorité au consensus au détriment de la loi | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 17. Partis politiques à base communautaire | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 18. Recours aux religieux pour régler des différends politiques  | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 19. Recours aux religieux pour influencer les décisions de justice au détriment de la loi | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 20. Recours aux coordinations régionales pour influencer les décisions de justice au détriment de la loi | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |

**III. PERCEPTIONS SUR LE CLIMAT POLITIQUE**

|  |
| --- |
| **IV. PERCEPTION SUR LES PARTIS POLITIQUES****14.** Selon votre perception des partis Politiques en Guinée, seriez-vous tout à fait d’accord, d’accord, en désaccord, tout à fait en désaccord avec les déclarations suivantes ou n’en aviez-vous pas entendu parler ?  |
| **Déclarations** | **Tout à fait d’accord** | **D’accord** | **En désaccord** | **Tout à fait en désaccord** | **Ni en accord ni en désaccord** | **NSP/N’en a pas entendu parler** |
| 1. Les Partis Politiques sont sources de conflits sociopolitiques  | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 2. Pléthore de partis politiques | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 3. Manque de démocratie et de bonne gouvernance au sein des partis politiques | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 4. Partis politiques créés et gérés comme des entreprises privées | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 5. Ethnisation des partis politiques | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 6. Manque de transparence dans les nominations et désignation des représentants auprès des institutions | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 7. Partis politiques pris en otage par des militants opportunistes | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 8. Non prise en compte des avis des jeunes et des femmes dans les instances de prise de décision au sein des partis politiques | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 9. Recours aux manifestations de rue pour des revendications politiques ou sociales  | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 10. Transhumance des acteurs politiques | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 11. Les partis politiques sont des organisations travaillant pour le développement du pays  | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 12. Les partis politiques sont des organisations œuvrant pour l’éducation civique et citoyenne | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 13. Les partis politiques sont des Acteurs de paix et de cohésion sociale  | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 21. Résolution provisoire des problèmes/revendications après manifestations suivies de casse ou de mort d’homme | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 22. Centralisation poussée des prises de décisions concernant le niveau local | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 23. Mécontentement lié à la mauvaise qualité des services d’EDG et de la SEG | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 24. Récupération de la réalisation des projets de développement à des fins politiques | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 25. Manque d’éducation civique des militants des partis politiques | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 26. Instrumentalisation des jeunes à des fins politiques | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 27. Non-respect des accords politiques ou syndicaux | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 28.Chômage des jeunes | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 29. Utilisation des moyens de l’Etat à des fins de campagne politique | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 30. Accès inégal des acteurs politiques aux médias d’Etat | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 31. Abus d’autorités des forces de défense et de sécurité et des hauts responsables de l’administration dans la circulation | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 32. Insuffisance d’infrastructures socio-économiques de base dans certaines localités  | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |

|  |
| --- |
| **V. PERCEPTION SUR LA SOCIETE CIVILE**15. Selon votre perception de la société civile en Guinée, êtes-vous tout à fait d’accord, d’accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes ? |
| **Déclarations**  | **Tout à fait d’accord** | **D’accord** | **En désaccord** | **Tout à fait en désaccord** | **Ni en accord ni en désaccord** | **NSP/N’en a pas entendu parler** |
| 1 | La société civile joue son rôle de porte-voix des sans voix | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 2 | La société civile joue son rôle d’acteur dans le contrôle de l’action gouvernementale | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 3 | Les plates-formes de la société civile sont utilisées comme moyens d’accès à des postes de responsabilité | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 4 | Certains fonctionnaires de l’administration publique sont aussi des leaders de la société civile | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 5 | Les plates-formes de la société civile manquent de spécialisation | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 6 | Certains hommes de médias manquent de professionnalisme  | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 7 | Les émissions inter actives incitent à la violence et à la haine | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 8 | Les réseaux sociaux incitent à la violence et à la haine | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 9 | Certains hommes de médias manquent d’éthique et de déontologie  | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 10 | Les leaders religieux manquent de neutralité | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 11 | les centrales syndicales sont politisées  | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 12 | Les plates-formes de la société civile sont politisées  | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 13 | Les centrales syndicales sont utilisées comme moyen d’accès aux postes de responsabilité | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 14 | Les centrales syndicales jouent leur rôle de défenseurs des droits des travailleurs | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |

|  |
| --- |
| **VI. PERCEPTION SUR LE ROLE DES DEPUTES****16.** Selon votre perception du rôle des députés en Guinée, êtes-vous tout à fait d’accord, d’accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes ? |
| **Rôles des députés** | **Tout à fait d’accord** | **D’accord** | **En désaccord** | **Tout à fait en désaccord** | **Ni en accord ni en désaccord** | **NSP/N’en a pas entendu parler** |
| 1 | Les députés contrôlent l’action gouvernementale | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 2 | Les députés résolvent les préoccupations de leurs électeurs | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 3 | Les députés apaisent le climat socio politique par la promotion du dialogue | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 4 | Les députés votent des lois favorables à l’amélioration des conditions de vie des citoyens | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 5 | Les députés résolvent des contentieux post électoraux  | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| **VII. PERCEPTION DU ROLE DE LA CENI****Je m’en vais vous poser des questions sur la CENI, s’il vous plait, dites-nous votre opinion là-dessus.**  |
| **17** | Certains pensent qu’il faut doter la Guinée d’une CENI technique indépendamment des partis politiques et de l’administration publique. D’autres pensent qu’il faut maintenir la composition actuelle. Quelle est votre opinion là-dessus ? |  CENI TechniqueCENI PolitiqueElection confiée à l’administration NSP/Pas d’opinion | 1234 |  |
| **18.** Parlant toujours de la CENI, diriez-vous que vous êtes tout à fait d’accord, d’accord ou en désaccord avec ces affirmations ci-dessous ? |
| **Déclarations**  | **Tout à fait d’accord** | **D’accord** | **En désaccord** | **Tout à fait en désaccord** | **Ni en accord ni en désaccord** | **NSP/N’en a pas entendu parler** |
| 1 | La CENI est indépendante  | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 2 | La CENI fait preuve de professionnalisme lors des élections  | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 3 | La CENI jouit d’une autonomie financière  | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 4 | La CENI manque de cadres intègres | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |

|  |
| --- |
| **19. Globalement et selon vous, les toutes dernières élections communales du 04 février 2018 étaient :** *[Lisez à haute voix les options de réponse]* |
| Entièrement libres et transparentes ? | 4 |  |  |
| Libres et transparentes, mais avec des problèmes mineurs ? | 3 |  |  |
| Libres et transparentes, mais avec des problèmes majeurs ? | 2 |  |  |
| Ni libres ni transparentes ? | 1 |  |  |
| Je ne sais pas/n’en ai pas entendu parler [Ne pas lire] | 9 |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **20** | Aviez-vous voté lors des dernières élections communales du 04 Février 2018 ? | Oui Non | 12 |  |
| **21** | Si oui, quelle était votre principale motivation à aller voter ? | Programme du candidatActe citoyenMilitant d’un parti Cadeaux reçus Proximité ethnique/communautaireMenace/pression Pas de raison spécifique Autre à préciser\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_NSP | 123456789 |  |
| **22** | Si non pour quelles raisons n’avez-vous pas voté ? | Résultats connus d’avanceN’a pas retrouvé son nomN’a pas reçu sa carteBureau de vote éloignéN’est pas inscritLes élections ne servent à rienA été empêché/intimidéN’a pas eu le tempsAutre à préciser\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | 123456789 |  |
| **VIII. PERCEPTION DU ROLE DE LA JUSTICE****23.** Parlant de la justice, diriez-vous que vous êtes tout à fait d’accord, d’accord, en désaccord ou tout à fait en désaccord avec ces affirmations ci-dessous ? |
|  | **Déclarations**  | **Tout à fait d’accord** | **D’accord** | **En désaccord** | **Tout à fait en désaccord** | **Ni en accord ni en désaccord** | **NSP/N’en a pas entendu parler** |
| **1** | Les magistrats sont professionnels | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| **2** | La justice est financièrement autonome  | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| **3** | La justice est indépendante | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **24.** Au regard des crises et conflits qui ont marqué la Guinée, diriez-vous que vous avez totalement confiance, confiance, pas confiance, pas du tout confiance aux acteurs ci-après dans l’instauration du dialogue socio politique ou n’en avez-vous pas suffisamment entendu parler ? | **Totalement confiance,** | **Confiance** | **Pas confiance** | **Pas du tout confiance** | **NSP ou n’en avez-vous pas suffisamment entendu parler** |
| 1. Assemblée nationale | 1 | 2 | 3 | 4 | 9 |
| 2. Primature | 1 | 2 | 3 | 4 | 9 |
| 3. Ministère de l’Administration du territoire et de la Décentralisation | 1 | 2 | 3 | 4 | 9 |
| 4. Médiateur de la République | 1 | 2 | 3 | 4 | 9 |
| 5. Conseil Economique et Social | 1 | 2 | 3 | 4 | 9 |
| 6. Leaders religieux | 1 | 2 | 3 | 4 | 9 |
| 7. Syndicat | 1 | 2 | 3 | 4 | 9 |
| 8. Associations professionnelles du secteur privé (GOHA) | 1 | 2 | 3 | 4 | 9 |
| 9. Patronat | 1 | 2 | 3 | 4 | 9 |
| 10. Société civile | 1 | 2 | 3 | 4 | 9 |
| 11. Coordinations régionales | 1 | 2 | 3 | 4 | 9 |
| 12. Autorités locales | 1 | 2 | 3 | 4 | 9 |

**IX. PERCEPTION DU DIALOGUE SOCIAL**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **25. Veuillez nous dire si les éléments ci-dessous causent très rarement, rarement, souvent, très souvent des problèmes conduisant au dialogue** | **Très rarement** | **rarement** | **Ni rarement, ni souvent** |  **Souvent** | **Très souvent** | **NSP ou n’en avez-vous pas suffisamment entendu parler** |
| 1. Elections | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 2. Délestage eau et électricité | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 3. Insalubrité | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 4. Revendication syndicale | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 5. Insécurité | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 6. Impunité | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 7. Corruption/Détournement de fonds publics | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 8. Conflits domaniaux et fonciers | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 9. Conflits entre Sociétés minières et communautés riveraines | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 10. Conflits dans l’exploitation des ressources forestières | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 11. Conflits religieux | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 12. Conflits entre agriculteurs et éleveurs | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |
| 13. Conflits entre autochtones et non autochtones | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 9 |

***Nous voici à la fin de notre questionnaire. Nous vous remercions d’avoir bien voulu répondre à nos questions Monsieur/ Mlle.***

 ***Enquête de perception du climat politique par les populations et les partis politiques en Guinée***

**Guide d’entretien**

**FORMULAIRE DE CONSENTEMENT ECLAIRE**

Bonjour, mon nom est…... et mon collègue s’appelle…. nous travaillons pour Stat View International (SVI) qui est en train de réaliser une enquête de perception du climat politique par les populations et les partis politiques en Guinée.

Cette étude est initiée et financée par le PNUD. Son objectif principal est de recueillir les avis des populations et des institutions sur le climat politique, les partis politiques et le dialogue en Guinée. Les données qui seront collectées permettront de définir des actions concrètes à mener sur le terrain en faveur de la préservation de la paix et de la cohésion sociale.

# Tous les renseignements que vous nous fournirez seront gardés strictement confidentiels. Nous avons besoin de l’opinion de tous. Aucune réponse n’est fausse pour nous. Exprimez-vous librement parce que le point de vue de chacun de vous compte pour nous. Cependant, si vous ne vous sentez pas capable de répondre à une question avec justesse, nous préférons que vous ne répondiez pas du tout. Si les résultats de l’étude sont publiés, votre identité n’y sera pas incluse. Au cas où d’autres chercheurs s’intéresseraient au dossier, il ne leur serait pas possible de vous identifier. Cet entretien durera environ une heure. Avec votre permission j’aimerais commencer.

1. **Je m’en vais vous citer quelques éléments qui sont des déterminants de l’état du climat politique en Guinée. Quels sont selon vous les plus importants ? Et pourquoi ?**
* Non application des accords politiques
* Manque de dialogue entre gouvernement et acteurs sociaux notamment les syndicats
* Ingérence de l’administration dans le processus électoral
* Instrumentalisation de l’ethnie et des jeunes à des fins politiques
* Ingérence des coordinations régionales dans les nominations à de hautes fonctions dans l’administration
* Multiples reports des échéances électorales
* Excès de frustration suite à la mauvaise qualité des prestations de certains services publics, notamment EDG, SEG, les structures de santé, la justice et les forces de défense et de sécurité
1. **Quelles appréciations faites-vous du rôle que jouent les institutions suivantes en Guinée, notamment dans l’éducation civique des citoyens et la consolidation de la paix :**
* Partis politiques
* Députés
* Société civile
* Syndicats
* Religieux
1. **Au regard des crises et conflits qui ont marqué la Guinée de 2010 à nos jours, comment appréciez-vous la contribution des institutions suivantes dans l’instauration du dialogue socio politique ?**
* Assemblée nationale
* Primature
* Ministère de l’Administration du territoire et de la Décentralisation
* Médiateur de la République
* Conseil Economique et Social
* Leaders religieux
* Syndicat
* Associations professionnelles du secteur privé
* Patronat
* Société civile
* Coordinations régionales
* Autorités locales
* Justice
* Forces de sécurité (la police et la gendarmerie)
* Armée
1. **Aujourd’hui, s’il vous est demandé de conseiller ou de donner des directives pour la préservation de la paix, que diriez-vous aux :**
* Partis politiques ?
* Députés ?
* Membres du gouvernement ?
* Syndicats ?
* Religieux ?
* Acteurs de la société civile ?
* Coordinations régionales
* Autorités judiciaires ?
* Autorités en charge de la sécurité ?

**5. Très souvent, le dialogue politique est impulsé par nos partenaires au développement. Que peut-on faire pour instituer ou renforcer le dialogue politique inclusif inter guinéen ? Si on vous demande de citer une personnalité ou une institution guinéenne neutre et crédible pour impulser ou présider le dialogue politique inclusif en Guinée, a qui penseriez-vous ?**

**6. Y a-t-il un sujet qu’on n’a pas abordé dont vous vouliez parler ? Si oui lequel ?**

Nous vous remercions pour votre temps et vos réponses pertinentes